



Autour de l'école : s'exprimer par les arts

Art martial et travail social
L'atelier
Créations musicales
Culture afro-brésilienne et résistance

Été 2010

Vol. 3 No. 3

La *Revue du CREMIS* est publiée par le Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS).

Le CREMIS fait partie intégrante du Centre Affilié Universitaire – Centre de Santé et de Services Sociaux Jeanne-Mance, affilié à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec à Montréal.
1250, rue Sanguinet
Montréal, Québec
H2X 3E7

Équipe de production pour ce numéro :

Valérie Besner, Estelle Cardé, Aude Fournier, Baptiste Godrie et Christopher McAll
Pour des commentaires, questions ou suggestions, ou pour vous inscrire sur notre liste de diffusion et recevoir la version PDF de cette revue, n'hésitez pas à communiquer avec nous :
revueducremis@gmail.com

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que les auteurs.

Vous pouvez télécharger gratuitement cette revue à l'adresse web suivante :
www.cremis.ca

Dépôt légal, Bibliothèque et archives nationales du Québec
ISSN : 1916-646X

Photo de la page couverture par Night_fate, 2010. Certains droits réservés ©

Centre de santé et de services sociaux
Jeanne-Mance

Centre affilié universitaire

Université
de Montréal

UQÀM

Inégalités sociales
Discriminations

Pratiques alternatives de citoyenneté

Moosebite, 2009. Certains droits réservés (cc)



Autour de l'école : s'exprimer par les arts

SOMMAIRE

REGARDS	
Porter la cause	4
Gai, noir, <i>out</i> et bien	9
DOSSIER	
<i>Autour de l'école : s'exprimer par les arts</i>	13
Art martial et travail social	14
L'atelier	18
Créations musicales	23
Culture afro-brésilienne et résistance	27
RETOURS	
Au contact des invisibles	32
PRATIQUES	
Respect et confidentialité	41
HORIZONS	
Casse-tête	46
LECTURES	
L'étonnement	50

« La beauté avec les jeunes,
c'est que lorsqu'il y a une contrainte,
au lieu de se fâcher, ils sont
créatifs et détournent les règlements. »

(suite à la page 13)



Moosebite, 2009. Certains droits réservés (cc)

Porter la cause

REGARDS

Josée Goulet

Directrice générale

Amélie Lainé

Coordonnatrice des programmes

Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec

Propos recueillis par
Aude Fournier
Revue du CREMIS



Elleevanhouite, 2009. Certains droits réservés ©

On retourne à Chibougamau, à la fin des années 60, au dépanneur du coin. Assis à l'extérieur, un homme attend depuis plusieurs jours que quelqu'un le mène à Mistissini. Des femmes crie des communautés environnantes dorment chez l'un et chez l'autre en ville, en attente de services médicaux pour leurs enfants, faute d'espace pour se rassembler. Ces personnes sont dans une situation d'« errance cachée ». Après avoir traversé plusieurs délocalisations en raison de l'exploitation des ressources minières et forestières, la communauté crie aux alentours de Chibougamau est isolée et marginalisée. Le village d'Oujé-Bougoumou n'existe pas encore à l'époque et plusieurs Autochtones se retrouvent à Chibougamau pour diverses raisons; ils ne sont pas organisés et ne savent pas où aller. Sentant le besoin de se donner un lieu de rassemblement, un groupe décide en 1969 de mettre sur pied le premier Centre d'amitié autochtone au

Québec, le Centre indien cri de Chiboumagau, inspiré de la formule du centre d'amitié née dans les années 50 en Ontario, au Manitoba et en Colombie-Britannique, alors que plusieurs villes connaissent une première vague de migration des Autochtones. Des rencontres de salon, on passe à une formule plus structurée, avec un centre d'hébergement, des repas et divers services d'accompagnement psychosocial. Encore actif aujourd'hui, le centre abrite une boutique d'artisanat et un comité jeunesse, produit un bulletin trimestriel et organise chaque année une *Semaine de sensibilisation à l'élimination de la discrimination raciale*.

On compte présentement dix Centres d'amitié autochtones au Québec et environ cent vingt au Canada. Au Québec, ils sont localisés dans les villes de Chiboumagau, Val d'Or, La Tuque, Sept-Îles, Montréal, Québec, Joliette, Senneville, Saguenay et Trois-Rivières. Il s'agit d'un mouvement pancanadien, conçu par et pour les Autochtones, qui ont décidé de se donner des lieux de rassemblement et des services « culturellement pertinents ». Quarante ans plus tard, au Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), nous constatons que ces lieux sont devenus de véritables espaces démocratiques pour les citoyens autochtones dans les villes, pour lesquels le besoin de se rassembler est toujours aussi présent.

Se donner des services

La population autochtone en milieu urbain au Québec est 16 fois plus importante en 2008 qu'en 1980 et représente 42% de la population autochtone. Dans les débuts des centres d'amitié, cette migration des Autochtones vers la ville n'était pas habituelle. Certains quittaient leur communauté afin de se trouver un emploi ou de pouvoir étudier. Beaucoup sortaient des pensionnats où plusieurs avaient été victimes de sévices. D'autres Autochtones qui s'étaient enrôlés durant la Deuxième Guerre mondiale avaient dû « s'émanciper » de leur statut d'« Indien » et ne retournèrent jamais vivre dans leur communauté d'origine. On comptait aussi des femmes qui s'étaient mariées avec des non-Autochtones. Ces femmes n'avaient plus le

statut d'« Indiennes » selon la *Loi sur les Indiens*, tout comme leurs enfants. Ces personnes aux parcours diversifiés se sont unies pour créer les services dont elles avaient besoin.

Les motifs qui « poussent » ou « incitent » aujourd'hui les personnes à quitter leur communauté vont de la fuite de la violence ou de logements surpeuplés à la recherche d'un emploi ou la volonté de poursuivre des études. D'après une étude menée entre 2007 et 2009 par le regroupement (RCAAQ, 2009), ces citoyens autochtones qui arrivent en milieu urbain et fréquentent les centres d'amitié rencontrent plusieurs difficultés socioéconomiques, reliées notamment au racisme, que 44,4% disent avoir vécu. Parmi les répondants à cette étude, 58,4% affirment aussi connaître des problèmes financiers et environ 30% soutiennent avoir des difficultés à trouver un emploi ou un logement. Près du tiers des répondants ne connaissent pas les services offerts par les Centres de santé et de services sociaux (CSSS). Malgré ce portrait, la majorité d'entre eux a le sentiment d'avoir amélioré leur qualité de vie en quittant leur communauté. Le premier besoin exprimé par les personnes dans cette étude est toujours, quarante ans plus tard, d'avoir un lieu de rassemblement. Ainsi, la mission des Centres d'amitié autochtones est demeurée la même, partout au Canada. Elle s'articule en trois finalités, soit l'amélioration de la qualité de vie des citoyens autochtones dans les villes, la promotion de la culture autochtone et l'encouragement d'une cohabitation harmonieuse entre tous les citoyens des villes.

Au fil des années, les services dispensés par les centres d'amitié ont évolué pour mieux répondre à cette mission. Ayant commencé avec

« Les motifs qui "poussent" ou "incitent" aujourd'hui les personnes à quitter leur communauté vont de la fuite de la violence ou de logements surpeuplés à la recherche d'un emploi ou la volonté de poursuivre des études. »

des services d'hébergement et de repas, ces centres ont offert avec le temps un véritable continuum de services, de la périnatalité à la mort. Au Québec, si on additionne tout ce que les centres peuvent offrir, on dénombre environ soixante-dix services.

Portes ouvertes

C'est une « approche culturellement pertinente » centrée sur l'*empowerment* qui distingue les centres d'amitié des services offerts dans le réseau de la santé et des services sociaux au Québec. Cette approche holiste vise le développement de l'autonomie des personnes par un accompagnement, qu'elles soient Inuits, issues des Premières Nations ou même, non-autochtones. Cette politique de « portes ouvertes » stipule que toute personne qui se présente au centre d'amitié a le droit de recevoir un service sans égard à son statut au terme de la loi, son lieu de résidence ou sa nation d'origine. Par exemple, au Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles, où la population est composée majoritairement d'Innus, un Atikamekw de passage peut se présenter et recevoir un service pertinent. Il ne s'agit pas seulement d'offrir un service individuel, mais d'accompagner la personne en considérant sa famille et sa communauté, comme cela s'est toujours fait chez les peuples autochtones.

La programmation de services couvre l'ensemble de la vie des personnes. On ne travaille pas en silos et la programmation est multisectorielle. L'intervention se fait dans les domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux et de la réinsertion professionnelle. La spiritualité est aussi une dimension importante. Par exemple, pendant qu'on intervient en périnatalité avec une maman, le papa peut recevoir des services de guérison par rapport à une expérience traumatisante vécue en lien avec les pensionnats indiens. Les centres essaient aussi d'intégrer les aînés dans les activités avec les jeunes au sein du programme préscolaire autochtone pour les 0-6 ans. Cela favorise la transmission de la culture autochtone malgré la rupture culturelle produite par la période des pensionnats. Le volet jeunesse est aussi omniprésent dans les centres et transcende

tous les secteurs. Dans le contexte démographique actuel d'une forte natalité, une véritable transformation des rapports sociaux ne sera possible qu'en formant les jeunes.

Par-delà ces services, les centres d'amitié sont des espaces démocratiques qui permettent aux citoyens autochtones dans la ville de venir débattre et exprimer leurs préoccupations. Les conseils d'administration sont formés par des Autochtones et, à chaque année, une assemblée générale annuelle ouverte à tous permet de délibérer sur les orientations à adopter collectivement. Par exemple, quelqu'un qui n'a aucune scolarité peut venir siéger à un conseil d'administration, recevoir de la formation et, après quelques années d'implication, se dire « je suis capable d'aller siéger ailleurs, de débattre et de prendre des décisions bien réfléchies ». Cette personne n'aura pas davantage de scolarité, mais cette expérience pourra malgré tout faire une grande différence dans sa vie et celle de sa famille.

On voit souvent des gens qui arrivent en ville avec de « faibles compétences en employabilité ». Les Autochtones, favorisés à l'embauche dans les centres, peuvent occuper une tâche « x » et, avec de la formation continue et de l'encadrement, ils peuvent éventuellement devenir cadres dans un centre d'amitié. Cet impact social est difficile à quantifier, mais il semble qu'autant pour sa famille que pour les centres d'amitié, il se traduit par la capacité à prendre des décisions, convaincre, argumenter et être actif comme citoyen. Comme entreprises d'économie sociale, les centres d'amitié représentent le principal employeur d'Autochtones en ville au Québec. Les Autochtones en milieu urbain n'ont pas seulement besoin de services; ils sont un moteur économique et social pour la ville elle-même. Ces centres permettent d'agir sur les préjugés à leur égard et de changer leur image.

Préjugés et partenariats

La discrimination envers les Autochtones est très enracinée en ville. Il y a 40 ans que les centres d'amitié existent au Québec et, par rapport à la discrimination, nous avons le senti-

ment que plus ça change, plus c'est pareil. Le principal défi aujourd'hui pour améliorer la qualité de vie des gens, c'est qu'ils soient capables de s'affirmer comme citoyens autochtones dans la ville, d'être reconnus en tant que tels et d'avoir la fierté qui permet de revendiquer de meilleures conditions socioéconomiques.

Les défis changent d'échelle. Par exemple, par rapport au logement, on s'aperçoit que s'il y a des logements disponibles, les gens y sont mal en raison de leur pauvreté. Ils vont habiter des logements insalubres ou surpeuplés. À Lanau-dièrè, les familles Atikamekw rencontrent des difficultés pour trouver un appartement.



Attab. 2009. Certains droits réservés (CC)

Comme ils ont tendance à rouler leur « r » lorsqu'ils parlent, les propriétaires peuvent les identifier au téléphone et, lorsqu'ils appellent pour trouver un logement, leur répondre qu'il est déjà loué. Cependant, si on repasse trois jours après devant le logement, il y a toujours une pancarte annonçant sa disponibilité. Cette situation est courante, surtout que dans quelques villes, le taux d'inoccupation est autour de 0.01%. Certaines nations autochtones subissent davantage cette discrimination en raison de leurs conditions sociales. La pauvreté ajoute à la marginalisation. Des pratiques discriminatoires se vivent aussi parfois entre nations, ce qui s'explique dans un contexte historique et juridique où la *Loi sur les Indiens* a cherché à

REGARDS

« Le principal défi aujourd'hui pour améliorer la qualité de vie des gens, c'est qu'ils soient capables de s'affirmer comme citoyens autochtones dans la ville, d'être reconnus en tant que tels et d'avoir la fierté qui permet de revendiquer de meilleures conditions socioéconomiques »

REGARDS

« diviser pour mieux régner ». On se rend donc compte qu'il faudra offrir de la formation sur les droits des Autochtones en ville, parce qu'ils ne les connaissent pas. Quand tu n'as pas l'impression que tu as des droits ou que tu ne les connais pas, des situations scandaleuses ont lieu. Il faut impliquer les citoyens, les sensibiliser à leurs droits et les accompagner dans leurs recours pour espérer avoir un impact sur leurs conditions de vie.

Même si plusieurs centres d'amitié sont très bien implantés dans leur ville et ont su développer de grands partenariats, il y a encore des défis de cohabitation harmonieuse. Beaucoup de traces de racisme et de discriminations se reflètent au niveau des conditions de vie des Autochtones. À Sept-Îles, dans le cadre de la *Semaine d'action contre le racisme* tenue en mars dernier, le centre d'amitié avait organisé une grande marche dans la ville qui a mobilisé plus de deux cent cinquante personnes et à laquelle ont participé conjointement le maire de la ville de Sept-Îles et le chef de la communauté Uashat Mak Mani-Utenam. Suite à cette marche, le centre a invité les participants à poser leurs empreintes dans sa vitrine, pour signifier le rapprochement entre les peuples. Un mois plus tard, des autocollants propageant des propos haineux à connotation raciste envers les Autochtones ont été apposés sur cette vitrine. Le RCAAQ a dénoncé cet acte de racisme et déposé une plainte officielle à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour fins d'enquête. Après 40 ans, on se rend compte que de grandes luttes sont encore à mener pour arriver à une société juste et équitable. La mission du RCAAQ comprend la défense des droits des Autochtones en ville, en plus de supporter les centres d'amitié dans l'atteinte de leur mission. Nous faisons beaucoup de représentation afin d'accroître notre visibilité, par exemple, aux commissions parlementaires et dans les débats publics. Nous nous sommes associés à différents partenaires de la société civile pour trouver un appui dans nos luttes. Nous travaillons notamment avec le Chantier d'économie sociale, la Confédération des syndicats nationaux, l'Institut du Nouveau monde, les carrefours jeunesse-emploi, l'Union des municipalités du Québec et

l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. C'est ainsi que nous pourrions être influents et avoir un impact sur les préjugés et la discrimination.

Citoyennes

Comment peut-on être citoyen d'une ville tout en demeurant citoyen autochtone ? Toutes les deux, nous avons passé la majeure partie de nos vies en ville, mais nous nous sommes toujours définies d'abord comme des femmes des Premières Nations. Les liens avec les communautés sont très forts en ville. Dans cet environnement, nous n'avons jamais perdu notre identité autochtone, ce qui ne nous empêche pas d'être citoyennes de la ville au même titre que les autres habitants. La fréquentation des centres d'amitié nous a donné le goût de mettre nos connaissances à l'œuvre pour la cause autochtone. Dans ce mouvement, toutes les personnes qui travaillent ou sont bénévoles dans les centres ou pour le regroupement se considèrent comme des militantes. Les gens portent la cause, y croient et la défendent aussi en-dehors des heures de travail. Cela est novateur parce que ce terme n'est pas souvent entendu en milieux autochtones. Nous pensons que ce mouvement des centres d'amitié aura un impact positif sur le bien-être de tous et avons présentement le sentiment de contribuer à l'émergence d'une société civile autochtone.

RCAAQ (2009). *Évaluation des besoins en matière de services psychosociaux du mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec*, Wendake. Disponible en ligne à http://www.rcaaq.info/pdf/besoins_services_psy.pdf

Gai, noir, *out* et bien

Arc-en-ciel d'Afrique a vu le jour en novembre 2004. À ce moment, je revenais d'Afrique où j'avais fait de la coopération internationale. J'avais été dans plusieurs pays et rencontré des personnes qui m'avaient rappelé combien j'étais chanceux d'être au Québec, à Montréal, où les gens peuvent vivre assez facilement leur homosexualité et se marier. Les personnes rencontrées là-bas enviaient cette situation, mais j'avais le sentiment que cet avantage n'était pas ressenti dans le milieu africain québécois. Je rencontrais beaucoup de personnes d'origine africaine, haïtienne ou caribéenne qui étaient gaies mais n'étaient pas à l'aise de le dire. Elles menaient une double vie et continuaient de mal se percevoir à cause de leur orientation sexuelle. Je me disais que ce serait bien que les gens puissent se rassembler et dialoguer sur des choses qui les préoccupent. Avec deux autres personnes, nous avons alors fondé Arc-en-ciel d'Afrique.

Liberté

Le processus de *coming out* est particulier pour les Africains ou les Caribéens. La communauté n'a pas de références ou de modèles positifs d'homosexuels noirs. Les parents sont souvent croyants et lorsqu'ils sont restés sur le continent africain, leur compréhension de l'homosexualité n'est pas la même. Certaines personnes décident de ne pas mettre leurs parents au courant, alors que d'autres décident d'aller sur



Shaham Sharif, 2008. Certains droits réservés (8)

REGARDS

Alexis Musanganya

Directeur général
Arc-en-ciel d'Afrique

Propos recueillis par
Valérie Besner
Revue du CREMIS

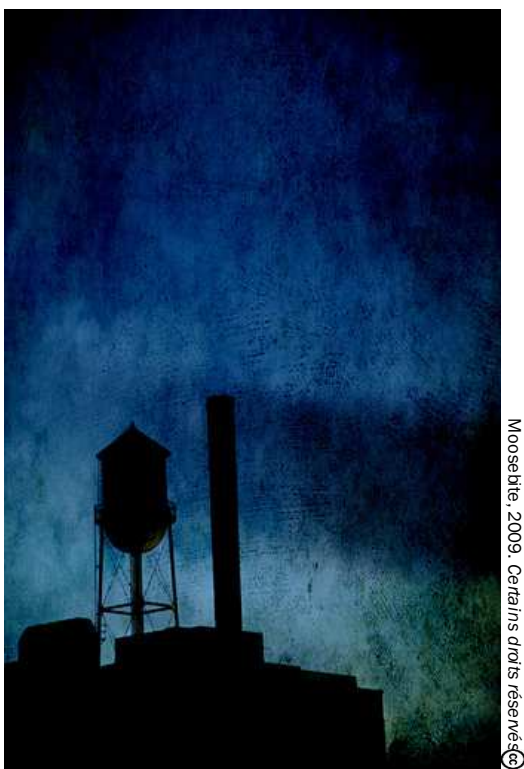
le continent pour leur en parler. Lorsque des jeunes de dix-huit ans font leur *coming out* devant leur famille, il arrive qu'on leur réponde « tu vas aller en enfer, tu es un démon ». Les jeunes risquent alors de se retrouver dehors, sans personne pour les appuyer. Ils peuvent devenir isolés et vulnérables. Des immigrants gais d'origine africaine ou caribéenne arrivent également à Montréal après avoir tout fait pour quitter leur pays d'origine. Ils espèrent trouver une certaine liberté, mais se retrouvent parfois seuls, sans aucune connaissance.

Dans la communauté gaie québécoise, les Africains et les Caribéens peuvent subir du racisme. Je me suis rendu compte qu'il est important d'en discuter. Avant Arc-en-ciel d'Afrique, les gens disaient souvent qu'il n'y avait pas de Noirs homosexuels, que c'était une affaire de Blancs. Depuis sa fondation, je remarque certains changements. Actuellement, les Africains

de Montréal ne peuvent plus dire que l'homosexualité n'existe pas en Afrique.

Aussi, on ne peut parler de la communauté gaie noire sans parler du VIH. En tant que gais, nous sommes beaucoup plus touchés par cette maladie que les hétérosexuels. En tant que Noirs, venant de pays endémiques du VIH, nous sommes une communauté dite « à risque ». La communauté gaie noire se trouve donc à l'intersection de ces deux groupes parmi les plus touchés par le VIH.

Alors que la communauté gaie organisée existe depuis environ trente-cinq ans à Montréal, les communautés gaies arabe, asiatique et africaine sont relativement récentes et elles ont de la difficulté à trouver du financement et des bureaux pour les organisations qui les représentent. Les autres organismes gais existent depuis déjà plusieurs années et ont une stabilité. Comment ces communautés peuvent-elles s'intégrer dans l'ensemble des gais et des lesbiennes ?



Moosebite, 2009. Certains droits réservés

Exister

Les activités d'Arc-en-ciel d'Afrique sont rattachées aux problématiques de l'isolement ainsi que de la lutte contre l'homophobie, le racisme et le VIH. Par rapport à la lutte contre l'isolement des gais et lesbiennes d'origine africaine et caribéenne, nous avons mis sur pied des discussions-causeries une fois par mois, sur différents thèmes tels l'homophobie intériorisée et la discrimination des gais entre eux. Nous parlons de nos familles, de nos amis, de notre environnement, de notre travail, de la vie de couple. Une fois par mois, nous faisons une soirée de danse et de levée de fonds qui s'appelle *Black and White*. L'été, nous faisons beaucoup de plein air. Cela fait partie de notre mission d'aider les gens dans leur intégration sociale, de leur expliquer où trouver des préservatifs gratuits et de veiller à leur santé mentale.

En ce qui a trait à la lutte contre l'homophobie dans la communauté noire et caribéenne, nous faisons des conférences, notamment dans les écoles ou les organismes communautaires pour parler de nos débuts et de notre mission. Nous sommes de plus en plus présents lors du Mois de l'histoire des Noirs et avons même créé *Massimadi*, un festival de films gais et lesbiens africains et caribéens, qui en sera déjà

à sa troisième édition l'année prochaine. La réalisation de films gais et lesbiens noirs africains et caribéens va à l'encontre des préjugés selon lesquels l'homosexualité n'existerait pas dans ces communautés. Nous aimerions que ce festival prenne de l'ampleur.

Nous faisons aussi beaucoup de conférences pour lutter contre le racisme dans la communauté gaie. Lorsqu'on le peut, nous essayons de participer aux conseils d'administration d'autres organismes pour faire entendre notre voix. L'établissement de bons partenariats avec des organismes existants, sans y aller par l'affrontement, permet de réfléchir sur ce que nous pouvons construire ensemble. Enfin, récemment, j'étais à Vienne lors d'une conférence mondiale sur le SIDA pour parler de la diaspora africaine et de l'homophobie dans la communauté africaine. Nous aimerions aussi pouvoir mener une étude sur le VIH et souhaitons que les acteurs engagés sur cette question, par exemple, les bailleurs de fonds, nous reconnaissent comme acteurs dans leurs politiques et programmes.

Discuter

J'ai commencé à donner des conférences en 2006 avec le Groupe de recherche et d'intervention sociale de Montréal (GRIS) qui travaille pour la démythification de l'homosexualité dans les écoles. À l'origine, les conférenciers étaient tous blancs, francophones et catholiques. Ils se sont toutefois retrouvés dans les écoles face à des jeunes qui venaient de partout et pratiquaient différentes religions. Ce groupe homogène venait ainsi confirmer l'idée de certains jeunes selon laquelle l'homosexualité était une affaire de québécois blancs. Pour pouvoir être plus représentatifs, ils ont donc commencé à nouer des partenariats avec des organismes gais et lesbiens noirs, asiatiques et arabes. Je fais partie des premiers Noirs qui ont commencé à présenter en 2006.

Quand je fais une conférence dans une école, je commence par expliquer ce qu'est le GRIS, puis je me présente : « Je suis Alexis, je travaille comme informaticien, je suis activiste à Arc-en-ciel d'Afrique et au GRIS. Je suis gai et j'ai fait

mon *coming out* à tel moment ». La présentation est rapide et vise à susciter des questions. La plupart du temps, on répond à des jeunes qui n'ont jamais eu la possibilité de poser des questions à un gai ou une lesbienne. Même s'ils ont un oncle ou une tante homosexuel, ils n'ont pas nécessairement le temps ou l'envie d'en discuter avec eux. Je leur dis « c'est le moment, posez toutes les questions que vous voulez ». Souvent, le fait de ne pas avoir de réponse à ses questionnements crée un malaise qui peut conduire à l'homophobie. Les questions sont habituellement posées dans le respect.

Les questions les plus courantes concernent le *coming out*, la façon dont je l'ai annoncé à ma famille et sa réaction. Ils me demandent si je veux des enfants et si les gais et lesbiennes peuvent se marier. Dans les classes où il y a plusieurs jeunes de minorités ethniques, on me demande souvent : « Pensez-vous que vous irez en enfer ? » Les questions les moins souvent posées sont celles sur la sexualité, mais je suis outillé pour y répondre. Je suis là pour parler de mon vécu et je tente de ne pas trop entrer dans la théorie. Chacun est expert de son propre vécu. Je ne suis pas un spécialiste de l'homosexualité mais je sais ce que j'ai ressenti à certains moments. C'est de cela que je parle. Nous ne sommes pas formés pour effectuer des suivis individuels. Si des jeunes veulent en savoir plus, je les encourage à consulter d'autres références et à aller dans des ressources pour trouver un accompagnement.

*« Chacun est expert
de son propre vécu.
Je ne suis pas un
spécialiste de
l'homosexualité mais
je sais ce que j'ai
ressenti à certains
moments »*

REGARDS

Visibilité

Nous voulons présenter des modèles positifs pour les jeunes qui sont en questionnement quant à leur orientation sexuelle. Il faut se mettre dans la peau d'un jeune de seize ans, entouré de parents croyants et pratiquants et qui n'a pas de référence. Alors que les jeunes blancs ont des modèles comme André Boisclair ou Dany Turcotte, il y a très peu de gais noirs connus à Montréal. Nous aimerions trouver des fonds pour tourner un documentaire sur l'homosexualité dans la communauté noire à Montréal, afin de la montrer sous un angle positif. Il s'agirait de tourner avec des personnes noires qui ont fait leur *coming out*, qui vivent bien leur homosexualité, ont fait des études et travaillent dans différents domaines; des hommes et des femmes de différents âges, africains ou haïtiens, nés ici ou ailleurs, en couple ou célibataires. Des artistes et des sportifs gais pourraient être présents dans ce documentaire.

Cela pourrait également être utile pour des jeunes blancs. En voyant une personne noire gaie et à l'aise dans son orientation sexuelle, ils pourraient se dire : « Tiens, si elle réussit, pourquoi pas moi ? » Ils auraient une raison supplémentaire de bien vivre leur orientation sexuelle. Un large réseau de distribution, notamment dans les écoles, pourrait contribuer à sa diffusion. Nous souhaitons montrer que c'est possible d'être gai, noir, *out* et bien.

Dans les prochaines années, j'aimerais qu'Arc-en-Ciel d'Afrique ait un bureau. Actuellement, nous rencontrons les gens dans des cafés, ce qui donne l'impression que nous sommes un organisme de salon et enlève de la crédibilité. Un bureau non loin d'un métro et à proximité du Village nous permettrait de consolider notre mission et d'avoir, par exemple, une ou deux permanences au bureau pour faire plus de suivis individualisés ou de formations. Parmi les membres d'Arc-en-ciel d'Afrique, 70% ont moins de trente ans. Tout ce qui s'adresse aux jeunes nous intéresse et nous voulons assurer la relève d'Arc-en-ciel d'Afrique. De plus, la participation des femmes nous préoccupe, puisqu'il y a une invisibilité ou, du moins, un manque de représentativité des femmes dans

la communauté gaie et lesbienne noire.

Récemment, j'ai été mis en nomination par le regroupement des entrepreneurs et professionnels africains dans la catégorie des personnes les plus engagées de la communauté. Nous sommes deux membres d'Arc-en-ciel d'Afrique à siéger sur le conseil d'administration du Mois de l'histoire des Noirs de Montréal. Nous avons de plus en plus de partenariats avec la communauté noire. Ce sont des indices que la communauté reconnaît notre travail contre l'homophobie africaine ou caribéenne et notre courage. Le fait qu'elle veuille nous donner une plus grande visibilité démontre qu'elle est de plus en plus disposée à nous accueillir, à nous avoir autour d'elle et à nous consulter.

Autour de l'école :



Horia Varlan, 2009. Certains droits réservés (CC)

DOSSIER

s'exprimer par les arts

Art martial et travail social

DOSSIER

Jacques Hébert

Professeur
École de travail social
UQÀM

Membre du CREMIS

Domenico Masciotra

Agent de recherche
UQÀM

Anne-Marie Beaulieu

Conseillère pédagogique
Commission scolaire Marie-
Victorin

Mohamed Loutfi

Étudiant à la maîtrise en
sociologie
UQÀM

Mathieu¹ arrive au premier cours de karaté revêtu de son costume, le « karatégi ». Il a les épaules voûtées, le visage inexpressif et le regard fuyant. Il fixe régulièrement le plancher pour ne pas soutenir le regard des adultes et des autres jeunes. Il est âgé de 13 ans et sa scolarité est de niveau du primaire. Il présente un problème d'embonpoint, de dysphasie et de dyspraxie, c'est-à-dire qu'il témoigne de difficultés à se situer dans l'espace et à mémoriser une série de mouvements. Sa coordination manque de synchronisme et son tonus musculaire est faible. Après vingt semaines de prati-

que, nous sommes en présence d'un garçon différent. Lors de son passage de grade pour l'obtention de sa ceinture jaune, nous observons un adolescent qui regarde devant lui avec le torse bombé. Pendant l'exécution de son « kata » (une chorégraphie de combat simulé dans le vide) qui comporte une vingtaine de mouvements différents, il s'exécute avec force et détermination. Quand il est question de le prendre en photo pour couronner son succès, il se prête facilement au jeu du photographe avec un large sourire et soulève son diplôme au-dessus de sa tête.



J.J. 2009. Certains droits réservés (CC)

Mélanie est âgée de 18 ans. Elle a également une scolarité de niveau primaire. Elle prend bien sa place dans le groupe de pratiquants et manifeste un désir d'apprendre les diverses techniques de karaté. Un jour, en exécutant un kata, elle se trompe de mouvement. Aussitôt, elle sort du « dojo » (lieu d'entraînement), en pleurs. Lorsque nous l'interpellons, elle nous exprime sa crainte d'être punie. Selon ses dires, à la maison, elle est sanctionnée par son père chaque fois qu'elle commet une faute. Cette méthode serait, selon lui, la seule façon de la corriger. Elle craint que nous sévissions de manière similaire face à son erreur en kata. Nous prenons le temps de lui expliquer qu'elle est là pour apprendre et que se tromper est normal. Elle est avec nous pour avoir du plaisir, être encouragée dans ses progrès et valorisée de ses succès. Mélanie a complété son année scolaire et participé à une trentaine de semaines d'entraînement à raison de deux fois par semaine. Elle a obtenu avec fierté une ceinture orange. Ce qui demeure le plus étonnant, c'est son attitude lorsqu'elle se trompe en exécutant un kata, ce qui est de plus en plus rare. Elle se met à rire de ce qui vient d'arriver et poursuit sans hésitation sa séquence de mouvements.

L'apprentissage d'un art martial permet de rejoindre l'être physique, psychique et social des jeunes dans les écoles. Le passage par une expérience corporelle vient nourrir les sphères psychologiques et sociales de certains jeunes. Le travail social tente alors de favoriser les liens entre l'individu et son environnement, d'établir des ponts entre la nature et la société.

Baromètre

Plusieurs élèves demeurent réfractaires aux approches traditionnelles du travail social centrées sur les verbalisations. Notre hypothèse de départ s'appuie sur le principe qu'il s'avère nécessaire de passer par le corps pour rejoindre la sphère cognitive et améliorer la socialisation. Le corps demeure un excellent baromètre du bien-être aussi bien que du mal-être d'une personne (Marzano, 2007). Pour certains jeunes qui souffrent d'une crise, l'agir sans direction devient une « tentative psychiquement économique d'échapper à l'impuissance, à la

difficulté de se penser, même s'il est parfois lourd de conséquences. Le corps prend le relais de la parole informulable » (Le Breton, 2007 : 19). Avant d'être en mesure de nommer ses besoins, il faut être en harmonie et en sécurité avec son corps. En ce sens, l'art martial représente un art de vivre en paix avec soi et avec autrui qui permet de donner un sens positif à sa vie. C'est pourquoi le moyen retenu pour rejoindre des élèves est le karaté-do.

« Kara » signifie vide, « té » veut dire main et « do », une voie, un chemin à découvrir avec un esprit vide de pensées destructrices. Son enseignement renvoie à un système d'éducation structuré qui fournit des repères clairs autant pour la progression du pratiquant (obtention de ceintures de couleur) que pour son adhésion à des valeurs pacifiques. Les jeunes sont plus enclins à participer à ce genre de projet si les intervenants considèrent leurs désirs, comme apprendre à se défendre, être avec des amis et avoir du plaisir (Hébert, 2004). D'après De Visscher (2001), un système d'apprentissage doit, pour devenir significatif dans la vie de l'apprenant, rassembler trois conditions, soit lui permettre de vivre du succès, d'être reconnu et de développer un sentiment d'appartenance. L'art martial tente de répondre à ces critères. Le pratiquant apprend un code moral où le respect et la maîtrise de soi représentent des valeurs essentielles pour bien se conduire dans le dojo et dans la société. Pour produire des effets bénéfiques, l'art martial demande à être enseigné de façon traditionnelle. En plus d'animer des exercices physiques, l'enseignant se doit d'aborder avec les élèves les dimensions

*« Le passage par
une expérience
corporelle vient
nourrir les sphères
psychologiques et
sociales de certains
jeunes »*

DOSSIER

*« Les arts martiaux
enseignés de manière
traditionnelle s'avèrent
être une piste
prometteuse pour
préserver la santé
physique et mentale »*

philosophiques et méditatives associées à sa discipline. L'enseignement nécessite d'aider ses élèves à découvrir des moyens pour prévenir et résoudre pacifiquement des conflits (Di Marino, 2008). Ce travail d'animation peut se faire à l'aide de contes moraux, de mises en situation ou d'anecdotes. L'objectif premier d'un art martial consiste à canaliser l'agressivité dans une voie positive. L'enseignement d'une discipline martiale dans une perspective psychosociale demande principalement d'exercer un rôle d'éducateur.

Le jardinier

Le travailleur social intervient en complémentarité à l'activité de karaté-do. Ses principaux rôles se résument à ceux d'aidant, d'animateur, d'agent de liaison et de médiateur. Il s'agit d'un travail de proximité dans l'immédiateté, d'une présence à l'accueil et au départ des élèves, pour être à l'écoute de bribes de dialogues sur leurs joies, peines, inquiétudes, succès ou échecs. Ces jeunes étant souvent brisés au niveau de leur estime de soi, il devient nécessaire d'être là pour entendre leurs besoins, recréer un lien de confiance et valoriser leurs progrès. L'activité de karaté-do dans sa partie physique permet d'observer et, parfois, de découvrir les raisons de leurs blocages, tensions ou appréhensions. Les animations de groupe tentent d'aider les jeunes à définir le sens qu'ils donnent aux valeurs et aux conduites pacifiques véhiculées par le karaté-do et à juger de la pertinence de les appliquer dans différents contextes.

Des conditions matérielles et humaines sont à considérer pour assurer le succès de ce type de projet. Au niveau des conditions matérielles, nous référons à des espaces physiques adéquats, propres et aérés, à l'accès à un vestiaire et des toilettes à proximité et au financement suffisant pour défrayer le salaire des interve-



Visiobanque, 2008. Certains droits réservés.

nants et des enseignants de karaté-do pour une période minimale de trois ans. Une comparaison avec le travail

du jardinier permet d'avancer que la première année sert à défricher et à mettre de l'engrais pour préparer le terrain. La deuxième année correspond à une phase d'ensemencement alors que la troisième année permet de recueillir les fruits du travail accompli. Au niveau des facteurs humains, il demeure indispensable que la direction d'école croit au projet, en saisisse la portée et fasse tout en son pouvoir pour le soutenir tant au plan physique, humain que financier. De plus, elle peut favoriser les liens entre le projet et le personnel scolaire, les parents et les organismes communautaires du quartier. Ce genre de projet demande que le personnel scolaire saisisse qu'il s'agit d'une activité socioéducative plutôt qu'occupationnelle. Elle permet surtout des apprentissages au plan du développement personnel et social. Le projet peut se réaliser à l'intérieur de l'horaire scolaire ou dans le cadre d'activités parascolaires, mais ne doit pas être utilisé comme moyen punitif pour sanctionner un élève en le privant d'une participation. L'inscription se fait sur une base volontaire, ce qui donne de meilleures chances de susciter l'engagement des élèves. Le rythme de progression se situe idéalement à deux séances d'entraînement par semaine. Le projet est offert à tous les élèves d'une école pour éviter toutes formes de stigmatisation porteuses de préjudices.

Les objectifs, les moyens déployés ainsi que les résultats anticipés pour les élèves et la qualité de vie de l'école doivent être clairement explicités. Il est même souhaitable que des membres

du personnel participent à l'activité. Cette implication permet de connaître les élèves dans un autre contexte que l'enseignement et facilite les liens positifs avec ces derniers. La présence des parents, de la fratrie, des enseignants et des membres de la direction lors des moments de reconnaissance, tels les passages de grade pour l'obtention de ceintures de couleur, demeurent des moments privilégiés pour valoriser les efforts et reconnaître les progrès. Deux bilans par an, l'un à mi-année et l'autre en fin d'année, sont recommandés pour effectuer les correctifs nécessaires et valider la démarche éducative.

Le personnel recruté doit être qualifié, compétent, bien rémunéré et supervisé régulièrement selon les difficultés des élèves au plan moteur, intellectuel ou social. Il importe que ces personnes possèdent une facilité à établir des relations humaines et à faire preuve de souplesse et de créativité dans leurs interventions. L'enseignant d'art martial doit être en mesure d'intégrer une dimension ludique à sa pédagogie pour favoriser l'apprentissage de sa discipline. Dans les écoles composées majoritairement de personnel féminin où nous sommes intervenus, l'importance de figures masculines auprès des élèves a été relevée. Les intervenants doivent être en mesure de faire des liens explicites entre les valeurs, les conduites prônées dans l'activité et leur transfert possible vers la communauté.

Repères

Cette expérience d'implantation et d'évaluation d'un projet de promotion de la paix dans différents milieux scolaires² a cours depuis une douzaine d'années. Son évaluation s'est faite en se basant principalement sur les observations de la conduite des jeunes ainsi que sur les commentaires des enseignants, des participants et des parents. Elle a permis de mieux en comprendre le sens et de dégager certaines conditions matérielles et humaines qui demandent à être remplies pour assurer la réussite de projets novateurs en milieu scolaire. Les arts martiaux enseignés de manière traditionnelle s'avèrent être une piste prometteuse pour préserver la santé physique et mentale de person-

nes avec ou sans difficulté, jeunes ou adultes. Leur enseignement inclut des dimensions corporelles, psychologiques, philosophiques et sociales qui représentent des atouts non négligeables pour le développement global d'une personne. Ils peuvent fournir des repères utiles pour donner un sens à sa vie. Contribuer à bâtir la paix autour de soi reste un objectif audacieux et les arts martiaux n'ont pas la prétention d'avoir le monopole à ce niveau. Leur force consiste à changer l'individu pour en faire un être meilleur au plan personnel et social. Vouloir influencer le tempérament d'une personne demande d'agir de manière éthique. Selon quelles valeurs ? Définies par qui ? Pour qui ? Pour quel type de société ?

La rencontre entre des philosophies orientales et occidentales permettra-t-elle de faire émerger des avenues alternatives pour le mieux-être des individus ? Le travail social, sans se sentir menacé ou perdre son essence, devrait pouvoir puiser dans d'autres disciplines pour mieux comprendre la complexité des problèmes sociaux et chercher à les résoudre. L'intervention sociale dans l'immédiateté et la proximité fait maintenant partie de ses nouveaux défis auprès des populations difficilement atteignables avec des approches classiques.

Notes

1. Les prénoms utilisés dans les textes du dossier sont fictifs.
2. Des expériences ont été réalisées dans trois écoles primaires et trois écoles secondaires de la région métropolitaine de Montréal.

-
- De Visscher, P. (2001). *La dynamique de groupe d'hier à aujourd'hui*, Paris, Presses universitaires de France.
- Di Marino, S. (2008). *La philosophie des arts martiaux*, Paris, De Vecchi.
- Hébert, J., J. Robitaille et M. Loutfi (2007). « L'évaluation d'une pratique novatrice auprès de jeunes marginalisés », *Actes du Congrès international francophone : Quelles formations aux métiers du social pour quel travail social ?*, Namur.
- Hébert, J. (2004). « L'évaluation d'un projet de promotion de la paix », *Éducation et francophonie*, 22, 1 : 54-68.
- Hébert, J. (2003). « Travail social et arts martiaux : un jumelage explosif ou prometteur ? », *Intervention*, 118 : 31-40.
- Le Breton, D. (2007). *En souffrance. Adolescence et entrée dans la vie*, Paris, Métailié.
- Marzano, M. (2007). *La philosophie du corps*, Paris, Presses universitaires de France.

L'atelier

DOSSIER

Joanna Mansour

Intervenante en danse

Étudiante à la maîtrise
en sociologie
Université de Montréal

Propos recueillis par
Baptiste Godrie
Revue du CREMIS

Dans le gymnase d'une école secondaire de Montréal-Nord, l'heure est aux derniers préparatifs en vue du spectacle de fin d'année, annoncé pour la semaine suivante. L'excitation est palpable parmi les douze élèves de l'atelier de danse. Sous le stress, certains demeurent muets et immobiles tandis que d'autres ne tiennent plus en place. Comme d'habitude, le cours commence par une



D3b... 2010. Certains droits réservés.

période d'échauffement sur une musique qu'ils aiment. Une fois l'échauffement terminé, place à l'improvisation libre, à la danse, aux chants et à l'amusement. C'est la danse de la « bonne humeur ». Puis, je dirige de loin, sans parler, avec un tambourin, pour m'assurer que tout le monde danse et que les élèves se regardent. Quand la musique s'arrête, ils cessent de bouger et attendent mes applaudissements.

On fait ensuite la générale. Des professeurs et le directeur de l'école ont demandé à assister au dernier cours. Ça leur permet de voir que les élèves progressent également dans d'autres disciplines que les leurs. Les élèves prennent le défi à cœur et veulent bien faire devant leurs professeurs. On répète la chorégraphie trois fois dans son ensemble. La première fois, je leur demande de la concentration et le résultat est moyen. J'ajuste les défauts pour le deuxième essai. À la troisième générale, je leur demande de se lâcher et de danser pour le plaisir. C'est le moment où il ne s'agit plus de « bien faire », mais seulement de s'amuser. C'est toujours la meilleure.

Les professeurs sont surpris par le talent des jeunes et, à la fin de la répétition, le directeur se lève et pratique quelques pas de danse avec eux. À la fin du cours, on vérifie que tout le monde a ce qu'il lui faut pour le spectacle. L'école n'a pas prévu que certains parents n'ont pas de voiture ou ne sont pas libres pour se rendre à la salle le jour J. Des parents qui ne se connaissent pas s'entendent pour accompagner les jeunes au spectacle. Il s'est développé un réel sentiment de groupe et d'entraide au fil des cours.

Les jeunes ont réalisé une performance remarquable le soir de la représentation. Ils ont pris du plaisir à danser et l'ont transmis au public. Quelques temps après leur performance, ils ont dit avoir préféré les passages où ils dansaient tous ensemble car ils se sentaient plus en confiance. L'un d'entre eux a dit : « Le spectacle, c'est comme Las Vegas, il y a des projecteurs, la salle est plongée dans le noir et les gens te regardent ». Ils sont restés marqués par cette ambiance scénique. Ils ont raconté qu'après le spectacle, tout le monde avait fait une sortie avec sa famille pour souligner l'événement, que ce soit dans le restaurant de leur choix ou au *Tim Horton's* pour déguster leur boisson favorite. Ce sont de petits détails, mais ils sont révélateurs de leur état d'esprit. Le lundi suivant, le directeur de l'école est passé dans les classes pour les féliciter. Il leur a dit : « si je pouvais revoir le spectacle, je le reverrais au moins mille fois ». C'était un moment fort. Les jeunes étaient au centre de l'attention. Ils

ont reçu de la reconnaissance de leurs amis, de leur famille et de leurs professeurs.

Des bruits qui courent

Les bruits courent dans les couloirs de l'école que certains des élèves du groupe ont des problèmes de comportement en classe. Des professeurs ou le directeur peuvent dire : « tel élève est souvent à mon bureau » ou « ne soyez pas surpris s'il est énervé, il est toujours comme ça. ». Des élèves se crient : « Pierre, arrête de niaiser, tu niaises tout le temps ». Je ne veux pas connaître de quoi il s'agit et je leur dis : « en danse, on n'est pas là pour parler de ça, on danse ». Tout fonctionne dès qu'ils franchissent le seuil du gymnase, même s'il n'y a jamais de cloison étanche entre l'atelier et le reste de leur vie.

Il y avait deux cas particuliers dans un des groupes. En danse, ça se passait bien mais, apparemment, à l'école, c'était les 400 coups. L'atelier était prévu pour 10 élèves, mais 12 s'étaient inscrits. Une fois, quelqu'un de l'école est rentré dans le gymnase pour dire que s'ils se comportaient mal, ils pouvaient être expulsés de l'atelier. Il a rappelé les règles du bon comportement et a demandé à Pierre s'il pouvait les répéter. Il l'a fait comme s'il récitait une poésie : « D'abord, il faut regarder le professeur dans les yeux, ensuite ne pas parler quand le professeur parle. Il faut écouter avec ses oreilles, respecter ses camarades et les professeurs », et ainsi de suite. En fait, le plus turbulent connaissait les règles par cœur et même mieux que les autres. S'il était gardé occupé, ça allait bien. C'était le meilleur danseur. Son ami était moins bon, mais quand il imitait Michael Jackson, il faisait rire tout le groupe. C'était gérable, peut-être parce que je suis intervenante et non professeure d'école.

« Le spectacle, c'est comme Las Vegas, il y a des projecteurs, la salle est plongée dans le noir et les gens te regardent. »

DOSSIER

Un troisième regard

Je travaille comme intervenante en danse depuis plusieurs années dans des écoles secondaires situées à Dollard-des-Ormeaux, Ville St-Laurent, Montréal-Nord et Rosemont. Les conditions de vie sont hétérogènes et varient selon les quartiers. Quand j'enseigne, je ne fais pas de différence et tous les jeunes sont égaux. C'est peut-être la beauté de la danse, comme tous les arts, d'effacer momentanément les différences ou du moins, de les accepter comme telles. Chacun bouge comme il bouge et il n'y a rien à redire. Les parents inscrivent leurs jeunes dans les ateliers pour toutes sortes de raisons allant de « je travaille tard, je mets mon enfant à la danse pour ne pas avoir à payer la garderie » à « mon fils danse devant le miroir ». Le fait de se trouver devant un groupe disparate constitue néanmoins un défi.

Le rôle d'intervenante en danse a moins de contraintes que celui d'un professeur et moins de devoirs que celui d'un parent. Les professeurs voient les jeunes au quotidien six heures par jour et les parents passent le reste du temps avec eux. L'atelier de danse a lieu de façon ponctuelle, comporte moins de responsabilités que l'enseignement régulier et a une marge de manœuvre plus grande. Il n'y a pas de connaissances à rentrer dans la tête des élèves, mais plutôt du travail au niveau de leur potentiel et de leur créativité. Il s'agit de libérer les tensions en permettant aux jeunes de s'amuser, car on apprend mieux dans le plaisir. Ce sont de beaux principes applicables dans un cours de danse. Ils ne le sont pas toujours dans une salle de classe lorsqu'on a des objectifs du ministère à atteindre.

L'atelier est comme une cour de récréation avec un cadre où les jeunes sont encouragés à prendre leur place et à exprimer leurs idées. Ils inventent des mouvements, dont certains sont repris pour les spectacles. Je mets les élèves dans le rôle du professeur et leur demande de les apprendre aux autres. Si ça ne fonctionne pas, je suis là pour les montrer. Je sers de filet pour ne pas que les choses s'effondrent. C'est un travail différent de celui de professeur dans une école de danse où est enseignée la

« bonne façon » de danser. En milieu scolaire, le premier objectif n'est pas l'apprentissage d'une technique et l'attention est mise sur les jeunes plutôt que sur la danse. Je travaille également comme artiste dans des centres communautaires qui ont déjà des activités de danse et qui veulent monter des représentations plus spectaculaires, notamment dans le temps des Fêtes. Ces centres ont leurs habitudes de travail et mon travail tourne souvent à la gestion des egos plus qu'à la direction de chorégraphie. Les trois rôles d'intervenante, de professeure et d'artiste ne sont pas exclusifs et entretiennent des frontières floues. Il n'y en a pas de meilleur; tout dépend de l'objectif à atteindre.

Être intervenante en danse donne un certain point de vue sur les jeunes et leurs problèmes, un troisième regard qui n'est ni celui des parents, ni celui des professeurs. Pierre est peut-être un jeune hyperactif qui ne tient pas en place mais, lorsqu'il danse, il est épanoui. La timidité des jeunes tombe au bout de quelques séances. Ils viennent alors parler de tout et de rien. Ils adorent parler et être écoutés. Entre leurs parents qui sont parfois trop occupés et les professeurs qui sont des figures d'autorité, les jeunes ont peu d'adultes à qui se confier dans leur entourage. On ne leur donne peut-être pas assez la parole.

« C'est peut-être la beauté de la danse, comme tous les arts, d'effacer momentanément les différences ou du moins, de les accepter comme telles »

Lors de ces discussions, j'apprends de l'un qu'il a quatre frères et sœurs, d'un autre qu'il vient d'une famille monoparentale et d'un troisième que son père travaille beaucoup et que c'est pour cela que sa tante vient le chercher à la sortie de l'école. Certains parents viennent parler de leur enfant qui, de retour à la maison, s'empresse de leur montrer les derniers mouvements appris. À travers ces bribes d'informations, on peut deviner la situation des familles, le type de comportement que les jeunes ont à l'école et comment ils se sentent.

Contraintes

Le milieu des arts souffre parfois de sa connotation positive. À l'école, on entend des phrases telles que : « tout le monde aime les arts », « il faut faire de l'art » ou encore, « faire de l'art rend heureux ». Ce faisant, on confond activité artistique et atelier de danse. On demande aux intervenants de faire de l'art en milieu scolaire alors que pèsent sur eux des contraintes à l'établissement d'une vraie pratique artistique.

Tout d'abord, il faut respecter les règles du milieu scolaire en matière de sécurité et de déplacement des élèves, ce qui est légitime mais frustrant. Un jeune s'est cassé une dent en tombant par accident pendant un cours de musique d'une école où j'animais un atelier. On a alors interdit aux jeunes de courir dans le gymnase, même si c'est le seul endroit où ils peuvent se défouler. Je me suis retrouvée prise en sandwich à expliquer à des jeunes qui ont envie de s'amuser qu'ils ne peuvent courir dans le gymnase. Ils ont trouvé la situation injuste et ils ont continué à courir. Dès que quelqu'un passait près du gymnase, ils se mettaient à gambader. La beauté avec les jeunes, c'est que lorsqu'il y a une contrainte, au lieu de se fâcher, ils sont créatifs et détournent les règlements.

Danser pour danser n'existe pas dans ce milieu : il faut des résultats. L'avantage est que ça pousse les jeunes à réussir et après le spectacle, ils sont euphoriques. Cela met toutefois beaucoup de pression sur les élèves et le professeur. Les délais sont courts pour préparer un spectacle et la direction s'attend à ce qu'en dix cours de danse, les jeunes montent un spectacle pro-



Moosebite, 2009. Certains droits réservés.

DOSSIER

« Lorsque les jeunes bougent, il se passe quelque chose, la danse étant une autre façon de s'exprimer, de se faire des amis, de penser »

fessionnel. Une semaine avant la représentation, des parents viennent dire que leur enfant ne dort pas et qu'il passe son temps à répéter ses mouvements. Certains jeunes déchantent et abandonnent, ce qui est toujours vécu comme un échec par l'intervenant qui prend son mandat à cœur. En école de danse, on travaille sur l'année scolaire et les élèves sont tous volontaires. Il y a moins de pression. En milieu scolaire, ils ont deux cours au maximum pour se décider. On attend des intervenants un résultat spectaculaire, des élèves qu'ils aiment la danse et que tout se passe pour le mieux. Il y a un décalage entre le mandat qu'on confie aux intervenants et la réalité.

Comme les professeurs, les intervenants en danse travaillent avec beaucoup de volonté et peu de moyens. À Montréal-Nord, l'école dans laquelle se déroulait l'intervention offre gratuitement un petit déjeuner aux jeunes. Certains d'entre eux, provenant de milieux défavorisés, arrivaient le matin sans avoir mangé. La direction de l'école aimerait pouvoir continuer les ateliers dans le long terme et accroître le nombre de groupes, mais la réalité est qu'il y a d'autres priorités. Après le spectacle, certains voudraient continuer la danse, mais dans bien des cas, les familles ne peuvent payer de cours privés et lorsque l'atelier se termine, les jeunes ne dansent plus.

Le corps qui travaille

Les enfants de parents allophones qui ne parlent ni anglais ni français rencontrent des difficultés importantes en classe. Ils ont des difficultés à apprendre le français et suivent des programmes d'aide aux devoirs après l'école. L'apprentissage de la danse a l'avantage d'être fondé sur l'imitation et le mouvement. Je lève le bras droit et les jeunes lèvent leur bras droit. Il suffit d'un rythme musical et c'est parti. Il y a également des jeunes qui ne se parlent pas. Dans le premier cours de l'année, comme à l'école, beaucoup de jeunes ne se connaissent pas et proviennent de milieux et de quartiers différents. Il y a des « cliques » distinctes. Après quelques cours de danse, il y a plus de contacts et ils se montrent les mouvements. Ce n'est pas toujours fait de façon amicale et pé-

dagogique, mais c'est fait à leur manière.

Lorsque les jeunes bougent, il se passe quelque chose, la danse étant une autre façon de s'exprimer, de se faire des amis, de penser. Pour moi, c'est plus qu'un simple cours. Tous les matins quand on se lève, qu'on prend son café ou qu'on se lave les dents, ce n'est pas la tête qui travaille, c'est le corps. Les jeunes disent : « J'aime bouger, être avec mes amis ». Leur corps communique avant les mots. La danse est une forme d'unité, ponctuelle et superficielle, mais qui existe bel et bien. Au fil des cours, les jeunes viennent de plus en plus tôt à l'atelier et, si le cours débute après la récréation, il y en a qui disent « on n'a pas voulu prendre de récréation. On a voulu venir tout de suite ». Je mets de la musique et ils commencent à danser et à se montrer les mouvements. C'est une façon qu'ils ont de me témoigner leur motivation.

Créations musicales

DOSSIER

L'impact de la musique auprès des étudiants se ressent à plusieurs niveaux. Elle apporte beaucoup à des adolescents en quête d'identité, débordant d'énergie mais ne sachant pas où et comment la canaliser. Elle leur apprend une certaine discipline personnelle mais aussi à jouer en groupe, à s'écouter. Elle leur offre une façon personnelle d'exprimer leur monde intérieur et d'évacuer un trop-plein d'émotions.

Maxime est un étudiant de troisième année du secondaire, chez qui a été diagnostiqué un déficit de l'attention. Il a des relations houleuses avec ses professeurs et est peu assidu à ses cours. Comme le métier de DJ le fascinait, je lui ai trouvé une place à la radio scolaire et,

rapidement, il s'est mis à passer des heures à pratiquer et à regarder des vidéos de DJs connus pour observer leurs techniques. Les compétences qu'il a développées lui ont valu l'estime de ses camarades et une reconnaissance de l'école, qui a débloqué un budget pour l'achat d'équipement. Il est venu presque tous les midis faire de la radio, son taux d'absentéisme a baissé de façon remarquable et ses relations avec ses professeurs se sont grandement améliorées.

Charles-Antoine
Guillemette

Intervenant
Fusion Jeunesse

Un autre exemple est celui de Miguel. Très doué pour la guitare, il m'a un jour révélé son désir de décrocher de l'école pour pouvoir pratiquer son instrument toute la journée, l'école ne semblant lui promettre aucun avenir. Après avoir discuté avec lui, j'ai pris connaissance de ses lacunes en mathématiques qui ralentissaient son parcours scolaire et ris-



DOSSIER

*« Je voulais faire
connaître aux autres
ces belles musiques que
j'avais eu tant de
plaisir à découvrir »*

quaient de lui faire redoubler son année scolaire. Je lui ai donc parlé de la réalité du métier de musicien, qui doit souvent s'appuyer sur un emploi d'appoint pour les périodes moins fertiles en contrats et du fait que la qualité de cet emploi dépend directement de sa formation scolaire. J'ai également instauré avec lui un système d'aide aux devoirs récompensé par des cours de musique et un concert, ce qui lui a permis de combler son retard et d'éviter le redoublement.

Un moule rigide

En ce qui me concerne, j'ai commencé à jouer de la musique à l'école secondaire à l'âge de 12 ans. Ne sachant pas quelle direction donner à ma carrière, j'ai décidé de poursuivre mes études en musique au cégep. C'est au cours de ces deux années que j'ai commencé à ressentir un malaise par rapport au milieu professionnel classique et, par conséquent, réalisé qu'une carrière de soliste de musique classique n'était pas faite pour moi. Toutes ces heures passées à répéter pour un seul concert, le culte de la perfection, le manque d'expression personnelle à travers un moule trop rigide, la compétition malsaine entre les pairs, souvent doublée d'une fausse sympathie pour garder une bonne réputation, tout cela m'est apparu bien absurde. Un jour, j'ai lu un article paru dans *Médecine des Arts*¹ portant sur la consommation de drogue dans les orchestres symphoniques de calibre international, en réponse à la pression de performance à laquelle sont soumis les musiciens. J'ai alors pris la décision de changer de domaine pour une autre de mes passions, l'informatique, après avoir terminé ma formation en musique. Je n'ai presque pas touché à ma flûte pendant deux ans. Je ne voulais pas abandonner la musique, simplement la garder en tant que loisir.

La programmation informatique a retenu mon attention pendant ces deux années mais, encore une fois, c'est mon appréhension du milieu professionnel qui a freiné ma passion. Les *deadlines* trop courts et les patrons qui vous mettent de la pression sans considération, mènent à une impossibilité de prendre le temps qu'il faut pour accomplir un travail digne

de ce nom. De plus, je me suis vite rendu compte que mes affinités demeureraient davantage avec les artistes qu'avec les informaticiens. Après moult réflexions, j'ai décidé de retourner en musique, mais cette fois en tant qu'éducateur. Je voulais faire connaître aux autres ces belles musiques que j'avais eu tant de plaisir à découvrir pendant mes études. J'ai mis de côté la performance classique pour explorer les espaces de création musicale dits populaires, traditionnels et jazz. L'atmosphère plus décontractée, le plus grand espace improvisatoire et surtout, l'absence de ce « culte de la perfection » m'ont redonné l'envie de faire des prestations publiques.

Je suis donc allé faire des études en musicologie dans le but d'enseigner l'histoire de la musique au niveau collégial. Cependant, après quelques semestres dans le milieu musicologique, la pertinence d'étudier des compositeurs et événements révolus, de considérer et d'évaluer un art comme une science, de tenter de faire de l'objectif avec du subjectif m'est apparue discutable. J'ai pris conscience de mon besoin de travailler sur des objets plus concrets et plus immédiats. J'ai tout de même terminé cette formation et me suis mis en quête de travail dans le domaine de la musique.

De l'utile à l'agréable

Quelques mois plus tard, j'ai pris connaissance

d'une offre d'emploi chez *Fusion Jeunesse*. La mission de cet organisme à but non lucratif est de contrer le décrochage par le biais de projets parascolaires coordonnés par des diplômés ou des étudiants en voie de finir leurs études. Pour ceux-ci, il s'agit d'une opportunité de pouvoir acquérir une première expérience de travail rémunérée dans leur domaine d'études tout en s'impliquant au niveau social.

On parle de plus en plus des difficultés qu'éprouvent les jeunes adultes fraîchement sortis de l'université à se trouver un premier emploi — cette première année d'expérience qui pourra ensuite leur donner accès à un poste plus prestigieux. *Fusion Jeunesse* fait le lien entre ce besoin des diplômés et celui des écoles secondaires. Cet emploi m'est apparu comme une façon extraordinaire de joindre l'utile à l'agréable. Enthousiaste, j'ai réussi à le décrocher et, durant toute l'année scolaire, j'ai donné mon temps et mon énergie à créer des projets en musique avec des jeunes, apprendre le fonctionnement des écoles secondaires et me découvrir un intérêt pour l'implication sociale.

Les intervenants de *Fusion Jeunesse* proviennent de plusieurs domaines tels que musique, danse, politique, sports,

communications, arts, relations ethniques, sciences physiques, génie et environnement. Mon collègue en sciences politiques aide le conseil d'élèves à assumer sa place dans l'école et à assurer une pérennité dans l'organisation. Un autre de mes collègues donne des cours de danse et monte des chorégraphies avec les élèves. Finalement, ma collègue en sciences physiques a inscrit l'école à *First*, un concours de robotique d'envergure nationale. En ma qualité de coordonnateur de projets de musique, j'ai pu notamment redémarrer une radio étudiante qui avait été abandonnée. Tout

Francoiskarm, 2009. Certains droits réservés (cc)



le matériel était disponible et fonctionnel, il ne manquait que quelqu'un pour prendre en charge le projet. C'est une situation qui survient souvent dans les écoles secondaires : il y a des ressources matérielles mais personne pour les utiliser. J'ai aussi mis sur pied des groupes de rock et de métal pour les étudiants qui n'ont plus accès aux cours de musique, offerts alors seulement aux élèves de secondaire un et deux. Finalement, j'ai organisé ce qui fut le premier *talent show* de l'école secondaire St-Henri.

Le projet *Fusion Jeunesse*, créé en 2006, présente également l'avantage de ne rien coûter aux écoles en termes de salaire aux intervenants puisque celui-ci est subventionné par divers organismes.² Dans plusieurs écoles en milieu défavorisé, l'argent manque tant les élèves ont besoin de soutien (tickets-repas, aide aux devoirs), et une aide supplémentaire, qualifiée et gratuite, se refuse difficilement.

Fusion Jeunesse et ses partenaires parviennent à financer la présence de coordonnateurs dans les écoles ciblées à raison de quinze heures par semaine pour toute la durée de l'année scolaire.

Encouragé par le succès de cette expérience, j'ai trouvé la motivation nécessaire pour poursuivre mes études à la maîtrise en éducation de la musique, entre autres afin de consolider la base pédagogique de ce projet auquel je crois.

Notes

1. De Nelsky, G. Y. (1998). « L'anxiété de performance et l'artiste-interprète », *Médecine des Arts*, 25 : 34-35.
2. Le financement provient, entre autres, de la Conférence régionale des élus de Montréal, des sept universités de l'île de Montréal, de la Commission scolaire de Montréal, de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, du Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport, de la Ville de Montréal et de plusieurs entreprises privées.

Les midis du CREMIS

Référent aux Alcooliques Anonymes : Enjeux psychosociaux pour l'intervention

Conférence par
Amnon Jacob Suissa
UQÀM

Mardi le 2 novembre 2010
12h à 13h30
CREMIS
1250, rue Sanguinet, salle 451
www.cremis.ca

Culture afro-brésilienne et résistance

Natasha Prévost a travaillé en 2003-2004 dans un centre culturel brésilien du Nordeste avec des enfants âgés de 7 à 12 ans de classes socioéconomiques différentes et fréquentant l'école publique ou privée. Plus récemment en 2009-2010, elle a travaillé avec de jeunes militants pauvres de la périphérie de la ville de São Paulo âgés de 18 à 35 ans et appartenant au mouvement hip hop. La majorité d'entre eux a connu ce mouvement suite à la fréquentation d'un centre culturel. Il arrive souvent que l'appartenance à un mouvement social artistique et/ou politique soit le véhicule d'éducation pour les jeunes et moins jeunes.



Mijo, 2010. Certains droits réservés

DOSSIER

Natasha Prévost

Chercheure
Centre de recherche et
développement en
éducation (CRDE)
Université de Moncton

Dans la plupart des centres culturels de São Paulo, la philosophie est de ne pas imposer une pratique religieuse ou une idéologie politique, mais de susciter une conscience critique. On retrouve néanmoins certains de ces éléments parmi les valeurs transmises aux jeunes. Par exemple, les danses traditionnelles enseignées dans un centre sont des danses rituelles de religions afro-brésiliennes (telles que le *candomblé* et l'*umbanda*) et certains repas sont des offrandes aux divinités (*Orixas*). Dans l'*umbanda*, les esprits que les médiums incorporent sont ceux de Noirs, d'indigènes, d'enfants, de gitans, de marins ou de paysans et les *Orixas* qui inspirent les costumes de danse ont des qualités et des défauts se rapprochant des humains. L'art martial de la *capoeira* est également pratiqué dans beaucoup de centres. Dans ceux où l'on pratique le hip-hop, on ne manque pas d'inviter des *capoeiristas* à « jouer »¹ la *capoeira* pour tisser des liens entre cet art martial des anciens esclaves brési-

DOSSIER

« *Les danses rituelles du candomblé, la capoeira et le break dance ne sont pas enseignés à l'école publique. Pourtant, ils sont pour beaucoup de jeunes une façon de canaliser la rage qu'ils ont par rapport à un système qui les opprime* »

liens et le *break dance* contemporain, tant prisé par les jeunes de la périphérie.

Les danses rituelles du *candomblé*, la *capoeira* et le *break dance* ne sont pas enseignés à l'école publique. Pourtant, ils sont pour beaucoup de jeunes une façon de canaliser la rage qu'ils ont par rapport à un système qui les opprime, notamment à travers les policiers qui les arrêtent injustement dans la rue parce qu'ils sont noirs, pauvres et habillés différemment. Cette rage et la souffrance qu'ils vivent s'expriment aussi par la littérature et le rap. Contrairement à l'école publique, on encourage les jeunes qui fréquentent les centres à s'exprimer comme ils le font entre eux et plusieurs se mettent à s'intéresser à l'écriture en commençant à composer du rap.

Les jeunes qui se mettent à fréquenter ces centres découvrent que le trafic de drogues n'est pas leur seule option. Plusieurs jeunes qui étaient impliqués dans le commerce de la drogue ont laissé tomber cette activité pour devenir éducateurs et transmettre par les arts ce qu'ils ont appris au centre, en se rendant, par exemple, dans les centres de détention pour jeunes afin d'offrir des ateliers de poésie.

Périphérie

Les centres culturels sont parfois créés par des habitants de la périphérie — danseurs, artistes, jardiniers, *capoeiristas* — qui observent la réalité de leur communauté et pensent à des façons de sortir les enfants de la rue. Ils trouvent un hangar désaffecté ou se voient offrir un espace par le conseil municipal. Au départ, les activités offertes sont à l'image des intérêts des membres fondateurs mais elles se mettent petit à petit à répondre plus spécifiquement aux besoins des jeunes qui fréquentent le centre.

Par exemple, un centre dont les fondateurs étaient danseurs pour une compagnie reconnue de danse traditionnelle proposait à des jeunes âgés de 12 à 18 ans des cours de danse, de musique et de fabrication d'instruments. Une fois plus expérimentés, les jeunes formaient une troupe de danse et offraient des

spectacles lors de carnivals ou d'autres événements festifs.

Après un certain temps, les fondateurs se sont rendus compte que beaucoup de jeunes manquaient d'assiduité aux répétitions et que ce n'était pas le manque d'intérêt qui pouvait expliquer leurs absences. En cherchant un peu, ils ont découvert que les jeunes devaient souvent rester à la maison pour surveiller leurs petits frères et sœurs. Du coup, le centre a ouvert ses portes aux enfants à partir de deux ou trois ans. De cette façon, les plus vieux peuvent continuer à participer aux activités et le centre propose un dîner à plusieurs enfants qui ne mangeraient pas autrement.

Certains jeunes ont de la difficulté à faire leurs devoirs parce qu'ils ne peuvent pas lire les consignes. Dans certains centres, ils ont la possibilité de passer une heure à faire leurs devoirs en arrivant de l'école en présence d'une personne qui peut leur donner un coup de main et des cours d'alphabétisation. Les jeunes vont au centre pour apprendre, expérimenter et travailler de façon créative.

Les valeurs, les croyances et l'allégeance politique varient d'un centre à l'autre, mais à partir du moment où les instigateurs sont issus de la communauté, la richesse et la complexité de la culture afro-brésilienne priment sur la culture occidentale. La fondatrice de l'un des centres est également professeure de danse dans une école privée fréquentée par ses enfants qui avaient obtenu des bourses d'études. Elle a observé que les enfants blancs de la périphérie qui fréquentent le centre embrassent la culture afro-brésilienne, tandis que les élèves noirs boursiers de l'école privée, dont ses enfants, ont tendance à « blanchir » culturellement. J'ai pu vérifier cette observation dernièrement alors que plusieurs militants blancs du mouvement hip-hop s'identifiaient à ceux issus du mouvement noir brésilien.

Transformation

Qu'y a-t-il de plus au centre culturel qu'à l'école publique ? Des sujets qui intéressent les jeunes, des activités artistiques qui les interpellent.

lent, des échanges avec des personnes plus expérimentées de la même communauté et l'apprentissage de l'histoire de la minorité noire et pauvre au Brésil.

Les jeunes vont à l'école le matin ou l'après-midi. Le service de garde étant inexistant, du moins pour les plus pauvres, les jeunes se retrouvent seuls à la maison ou dans la rue jusqu'au retour des parents. Les centres culturels deviennent donc des endroits où les jeunes peuvent aller avant ou après l'école. Dans plusieurs cas, la création du centre répond avant tout au problème de l'errance des enfants, qui sont rapidement recrutés par les trafiquants de drogues ou tentés par la consommation. Différentes Églises accueillent également des enfants jusqu'au retour à la maison des parents.

Des professeurs dévoués travaillent dans les écoles publiques, mais la réalité est que le matériel didactique est pauvre et que leur salaire médiocre ne leur permet pas de travailler dans une seule école. Ils vivent une insécurité d'emploi car peu ont un poste permanent. Avec la mise en place du programme fédéral de *bolsa escola* (bourse scolaire), les parents qui



Mykl Poventine, 2009. Certains droits réservés (cc)

DOSSIER

inscrivent leurs enfants à l'école peuvent toucher une somme d'argent. Les classes sont donc surpeuplées en début d'année et les enfants sont de plus en plus fréquemment absents avec le temps. L'absentéisme des professeurs est élevé en raison de l'épuisement professionnel, de la distance entre le lieu de résidence et l'école ou parce qu'une journée de pluie diluvienne les empêche de se rendre au travail. Malgré les tentatives de plusieurs pédagogues et professeurs qui font preuve de créativité, le système éducatif demeure bancal. Peu de liens sont faits entre les différentes disciplines et les activités. Le contenu des matières enseignées n'a pas grand chose à voir avec les réalités vécues par les élèves. Il leur faut du courage, de la volonté et de la persévérance

DOSSIER

« Les centres culturels proposent des images positives et permettent un travail de résistance qui redonne aux jeunes en situation de minorité de l'estime de soi et le désir de participer à la transformation culturelle et sociale. »

pour terminer leur scolarité.

Les éléments de la culture afro-brésilienne sont absents de l'école publique alors qu'ils concernent pourtant plusieurs aspects de la vie des jeunes. Leur histoire ne se trouve pas non plus dans les médias ou alors, seulement par la mention négative de l'esclavage. Les centres culturels proposent des images positives et permettent un travail de résistance qui redonne aux jeunes en situation de minorité de l'estime de soi et le désir de participer à la transformation culturelle et sociale.

Reconnaissance

Les centres culturels s'enrichissent des idées développées par Paulo Freire dès les années 60 et par le mouvement ouvrier brésilien du XIX^{ème} siècle. Ils cherchent à renforcer l'estime de soi et le désir d'avancer, et à transformer la réalité en canalisant des émotions telles que la rage dans les arts et la pratique d'activités physiques. L'approche humaniste et libératrice de Freire (2001) suppose que les opprimés découvrent le monde de l'oppression et s'engagent pour sa transformation. Une fois celui-ci transformé, cette pédagogie n'est plus celle des opprimés, mais celle des hommes en marche permanente vers la libération. De son côté, le mouvement ouvrier du milieu du XIX^{ème} siècle prône une « éducation intégrale », reprise par la suite par le mouvement libertaire. Cette éducation repose sur l'idée que tout citoyen est à la fois un théoricien et un praticien. Selon Paul Robin, un partisan de ce courant, « l'éducation physique et intellectuelle (ou instruction) doit comprendre la science et l'art, le savoir et le faire » (cité dans Dommanget, 1951).

Les centres culturels contribuent à déconstruire les idées discriminatoires en rapportant les expériences de vie des personnes issues de minorités et en accompagnant de près leur cheminement. La position de minorité n'est pas définie par le nombre mais, au sens de Deleuze et Guattari (1980), par la position d'un groupe par rapport au groupe dominant — composé d'hommes blancs hétérosexuels — qui ne reconnaît pas l'autonomie des individus sur la

base de critères tels que la race, le sexe, le genre, l'âge, la classe socioéconomique ou l'éducation. La perpétuation de discriminations bloque le pouvoir d'action des minorités et renforce leur aliénation. Pour Bookchin (2007 : 110), les points de vue des minorités constituent une « source potentielle de nouvelles idées et de vérités naissantes » porteuses pour la société. Celles-ci naissent à la périphérie et « gagnent peu à peu la centralité qu'elles méritent à un moment et un lieu donnés, jusqu'à ce (...) qu'elles soient elles aussi contestées » et remplacées par de nouvelles.

La singularité des trajectoires de vie engagées dévoile les dynamiques en jeu entre les stratégies individuelles de survie et les considérations patriarcales/capitalistes sur lesquelles elles reposent. C'est à partir de la compréhension des différences comme positivité qu'émergent des possibilités d'*empowerment*. À quand la reconnaissance de ces centres par le ministère brésilien de l'éducation ?

Note

1. On dit « *jogar* » (jouer) en portugais pour désigner la pratique de la *capoeira*.

Bookchin, M. (2007). *Social ecology and communalism*, Oakland, AK Press.

Deleuze, G. et F. Guattari (1980). *Capitalisme et schizophrénie tome 2 : Mille Plateaux*, Paris, Les Éditions de minuit.

Dommanget, M. (1951). *Les Grands Socialistes et l'éducation*, Paris, Armand Colin.

Freire, P. (2001)[1974]. *Pédagogie des opprimés, suivi de Conscientisation et révolution*, Paris, La Découverte.

**XIème
Atelier de recherche et d'actions
sur les discriminations et les
inégalités**

**Lille, France
14 au 24 octobre 2010**

Organisé par le CREMIS et la Convention laïque pour
l'égalité (CLÉ Nord-Pas-de-Calais)

En collaboration avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ),
l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), l'Agence nationale pour
la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), le Préfet de la région
Nord-Pas-de-Calais et le Conseil général du Département du Nord.

**Pour plus d'informations,
visiter www.cremis.ca**

Au contact des invisibles

RETOURS

Evelyne Baillergeau

*Chercheure postdoc torale
CREMIS*

*Professeure associée
Université de Montréal*

Myriam Thiot

*Agente de recherche
CREMIS*

Marta Llobet Estany

*Professeure
en travail social
Université de Barcelone*

Membre du CREMIS

Bien des villes abritent des hommes et des femmes en rupture avec le monde social institué. Itinérants, réfugiés sans papiers et jeunes décrocheurs « en errance » sont hypervisibles sur le plan médiatique et pourtant, ils restent souvent invisibles pour les institutions qui sont censées leur apporter un soutien matériel, médical, social ou juridique. Certains agents ont pour mission d'aller au-devant de ces personnes en rupture pour favoriser leur accès aux droits quand celui-ci est parsemé d'obstacles ou pour essayer de comprendre leur point de vue, leurs besoins et leurs attentes. Cet article présente les résultats d'une recherche exploratoire visant à fournir un nouveau regard sur les modes de sortie du « non-recours », de la « non-participation » ou de l'invisibilité quand ces situations sont associées à la souffrance sociale. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés aux démarches portées par 18 organismes répartis dans trois villes où de telles pratiques existent depuis plusieurs décennies (Montréal, Amsterdam et Barcelone). Au cours de la recherche, nous avons tout d'abord effectué une recension bibliographique exhaustive. Puis, nous avons réalisé trois séries d'enquêtes par entretiens individuels ou collectifs, impliquant des intervenants de première ligne et des publics

marginalisés. Ces trois séries d'entretiens ont été complétées par quelques entrevues avec des informateurs-clé.

Notre objet de recherche se situe donc dans le champ de l'*outreach* ou de l'« aller-vers », mais dans une optique plus large. Appliquée à l'intervention sociosanitaire, la notion d'*outreach* est fréquemment utilisée pour désigner des pratiques qui visent non seulement à aller à la rencontre des populations marginalisées mais aussi à les ramener vers le « système » – pour reprendre une formulation fréquemment entendue sur le terrain – ou, du moins, à les accompagner vers des services généraux. La perspec-



Ms. Perfect. 2009. Certains droits réservés (cc)

tive de notre recherche est quelque peu différente. Nous nous sommes intéressés à l'ensemble des démarches d'intervenants qui visent à aller au-devant des populations marginalisées afin de déceler quelles sont les directions prises dans l'intervention et les diverses « logiques d'action » qui guident les pratiques observées. Quelles sont leurs sources de légitimité ? Comment sont-elles perçues par les publics visés ? Quel est leur impact en termes d'inclusion sociale ? Tel était l'un des principaux objectifs de notre recherche.¹ Ce sont ces logiques d'action que nous présentons dans cet article après avoir donné quelques précisions sur nos terrains de recherche.

Trois villes

À Amsterdam, nos explorations se sont construites autour de la notion de « jeunes en errance » dans l'espace public, rappelant les « jeunes qui tiennent les murs » dans les banlieues françaises.² Bien que la plupart aient un domicile, ils focalisent l'attention des médias de masse en termes de « violences » et de « provocations » à l'encontre de l'ordre établi et leur comportement, réel ou supposé, suscite l'incompréhension de la majeure partie de la population néerlandaise. Nos enquêtes ont porté sur les pratiques sociales qui visent à aller à la rencontre de ces jeunes dans leur milieu de vie et qui entrent sous le terme plus ou moins générique d'*ambulant jongerenwerk* (c'est-à-dire une intervention socioéducative destinée aux jeunes et basée sur la mobilité dans les espaces publics où ils se trouvent).

À Montréal, nos premiers repérages nous ont conduits à nous intéresser à l'« intervention de milieu ». Ce terme correspondait à notre problématique dans le sens où il désigne le prolongement du travail de rue qui intervient une fois qu'un rapport de confiance a pu être établi et que la personne « se met à prendre du pouvoir sur sa vie ». Le travail de milieu prend alors le relais du travail de rue pour intervenir sur la relation de la personne à la société, que ce soit dans le rapport aux institutions ou dans la relation avec les autres usagers dans l'espace public. Au cours de la recherche, nous nous sommes aperçus que cette notion de travail de

milieu était loin d'être univoque et qu'elle était entendue de manière variable par les différents organismes montréalais. Dans nos enquêtes, nous avons souhaité donner une idée de la variété des publics visés par l'intervention de milieu. Par exemple, il est apparu lors des premiers repérages que les « jeunes de la rue » constituent un public fortement privilégié par l'intervention de milieu en raison du lien historique avec le travail de rue. Cela dit, nous avons pu constater que d'autres publics peuvent également faire l'objet d'intervention de milieu, notamment les résidents âgés d'habitations à loyer modique, mais aussi les itinérants « seniors » et les jeunes scolarisés considérés comme à risque de décrochage scolaire.

À Barcelone, les repérages ont découlé de notre compréhension de la notion montréalaise d'intervention de milieu pour essayer de saisir les pratiques correspondantes. Les notions d'« éducation de rue » ou d'« éducation en milieu ouvert » qui caractérisent ces pratiques mettent l'accent sur l'orientation socioéducative par différence avec une orientation de contrôle – même si cette orientation n'est pas inexistante dans certains projets. Tout comme à Montréal, les enquêtes ont porté sur une plus grande variété de publics qu'à Amsterdam. Pourtant, certains modes de problématisation des publics sont européens et donc, plus pro-

« Au cours de la recherche, nous nous sommes aperçus que cette notion de travail de milieu était loin d'être univoque et qu'elle était entendue de manière variable par les différents organismes montréalais. »

RETOURS

ches des réalités néerlandaises que des réalités canadiennes (notamment, le chômage dans un contexte de pénurie d'emploi ou la présence d'immigrants sans-papiers d'origine africaine). Les enquêtes menées à Barcelone rendent compte de la diversité des problématiques traitées par les collectifs et les organismes qui mettent en œuvre cette forme d'intervention sociale. Ainsi ont été associés aux enquêtes des usagers de drogues illicites, des personnes sans-abri, des travailleuses du sexe ainsi que des jeunes en errance.



Brandl666, 2008. Certains droits réservés ©

Logiques individuelles et collectives

Dans les trois villes, presque toutes les pratiques sont portées par des organismes privés, le plus souvent sans but lucratif (sauf une exception à Amsterdam et une à Barcelone), percevant pour tout ou partie des financements d'origine publique. Ces financements publics concernent soit directement les interventions qui visent à rejoindre les publics marginalisés (Amsterdam), soit des missions connexes de prévention ou de réduction des méfaits (Montréal, Barcelone). Certains organismes perçoivent également des financements privés transitant par des fondations ou recueillis directement par les organismes lors de campagnes de dons. Les modalités d'intervention sur lesquelles reposent ces pratiques sont également relativement homogènes d'un terrain à un autre. La mobilisation de l'idée de proximité occupe une place centrale dans l'établissement d'un premier contact, mais aussi dans la construction d'une relation de confiance avec le public visé. Le recours à la proximité comme moyen repose dans certains cas sur des savoirs et des savoir-faire professionnels développés lors de formations préalables (à Montréal notamment) mais surtout, au fil de l'expérience

professionnelle et du contact avec les publics marginalisés (en particulier à Barcelone). Ces deux formes de proximité (proximité de formation et proximité vécue) se trouvent parfois combinées sur le terrain. Les intervenants réputés extérieurs aux publics visés cherchent à mobiliser certaines caractéristiques personnelles pour renforcer leur expertise en termes d'analyse des publics visés. Les pairs cherchent à mobiliser les acquis de leur expérience professionnelle dans l'intervention au quotidien ainsi que les apports liés aux contacts avec les intervenants ayant reçu une formation théorique en intervention sociale.

Le recours aux pairs-aidants est moins fréquent à Barcelone qu'à Montréal ou Amsterdam parce qu'il implique de soutenir et d'accompagner les pairs dans une trajectoire d'inclusion sociale et professionnelle après une expérience de marginalisation. Certains organismes font le choix de s'engager dans un tel projet mais ce dernier ne correspond pas toujours aux objectifs des organismes publics qui financent des pratiques. À Amsterdam, la plupart des intervenants impliqués dans la recherche sont issus du milieu mais les organismes n'ont pas véritablement de programme visant à soutenir leur démarche d'inclusion, si ce n'est en leur confiant une mission auprès de leurs pairs.

« La mobilisation de l'idée de proximité occupe une place centrale dans l'établissement d'un premier contact, mais aussi dans la construction d'une relation de confiance avec le public visé. »

De nos enquêtes, il ressort que les logiques d'action et leurs modalités suivies par les organismes impliqués dans la recherche sont de plusieurs ordres qui se retrouvent de manière relativement semblable dans les trois villes. Les logiques d'action sont, dans certains cas, individuelles (favoriser l'accès à des services; développer des capacités; favoriser l'implication sociale; travailler la motivation), tandis que d'autres ont une vocation plus collective ou, du moins, interpersonnelle (favoriser la cohabitation; prévenir les risques et favoriser la « réduction des méfaits »). Les premières logiques d'action ont potentiellement une portée sur la relation de l'individu marginalisé à la société en général, tandis que les dernières ont plutôt une portée sur les relations des individus marginalisés aux autres individus qu'ils côtoient au quotidien, que ce soit leurs pairs ou les autres usagers des espaces publics.

Accès aux services

Certaines pratiques visent clairement à favoriser l'accès à des services, soit en offrant des services spécifiques, soit en offrant un accompagnement vers des services généraux existants dans l'optique de l'accès effectif aux droits. Par exemple, à Montréal, certains intervenants accompagnent des personnes vers des établissements où, au terme d'un parcours parsemé d'échecs et de désillusions, elles n'osent pas aller seules. À Amsterdam, les dettes contractées par des jeunes sont une source d'embûches et de marginalisation que certaines ressources publiques ont pour but de résoudre. Encore faut-il en avoir connaissance et faire la démarche de s'adresser à ces ressources. L'accès aux services peut également être promu par l'adaptation des ressources aux contraintes des publics. Par exemple, dans le cas des aînés en perte d'autonomie, certains organismes contribuent à mettre en lumière les contraintes qu'ils observent sur le terrain au quotidien. L'accompagnement vers les ressources peut être un objectif de l'intervention, mais aussi un préalable à celle-ci quand les problèmes personnels se révèlent être une sérieuse entrave à la réalisation de ses objectifs. L'accompagnement peut aussi être un moyen de renforcer la relation de confiance entre l'inter-

RETOURS

« Certains intervenants font clairement une distinction entre le soutien au développement de capacités et le soutien à la découverte de capacités existantes mais méconnues. »

venant et le public visé, voire même une monnaie d'échange (aide à la résolution de problèmes personnels contre une participation au projet constituant le corps de l'intervention). Cette logique de l'échange est omniprésente dans les discours des intervenants interrogés à Amsterdam, à la fois pour construire une relation et pour inciter les jeunes à entamer une démarche d'insertion personnelle ou à s'engager auprès d'autrui (activité pour le quartier, projet humanitaire).

À Barcelone, cette logique de l'accès aux services est plus présente et plus visible avec les intervenants professionnels situés dans des organismes percevant uniquement des financements publics. Favoriser l'accès aux services est entendu comme un moyen pour rendre les droits effectifs. Dans la mesure où ce sont des organismes qui ne vivent que des financements publics, ils doivent montrer explicitement que les financements servent à offrir des services aux publics marginalisés. Par exemple, dans l'intervention de proximité avec des travailleuses du sexe, les intervenants se rendent jusqu'au lieu de travail (la rue ou un local) pour leur offrir des outils de prévention des risques liés aux maladies sexuellement transmissibles et au VIH/Sida. Il arrive aussi que des intervenantes prennent des rendez-vous pour des analyses médicales, pour un bilan de santé ou pour obtenir des résultats. Il se peut également que les intervenantes accompagnent des travailleuses du sexe vers des ressources de santé publique dans une optique pédagogique, afin de favoriser une relation sans préjugé et non-discriminatoire entre les ressources et les usagers.

Capacités

D'autres pratiques visent à développer des capacités telles qu'apprendre à rédiger une lettre de motivation et à construire son curriculum vitae. Certains intervenants font clairement une distinction entre le soutien au développement de capacités et le soutien à la découverte de capacités existantes mais méconnues. À Amsterdam, à travers leur implication dans le montage de projets tels que la préparation d'un spectacle public, certains jeunes se découvrent

des talents d'organiseurs et sont capables de mener un projet à terme malgré les imprévus et le stress. Cela s'inscrit dans une logique de promotion de l'autonomie et d'*empowerment*. À Barcelone, presque tous les intervenants rapportent qu'ils tentent de développer des capacités, mais cette logique est plus claire et plus évidente parmi les intervenants liés aux organismes qui perçoivent un financement public et privé et où se trouvent une variété d'intervenants (professionnels, bénévoles ou stagiaires). Par exemple, il peut s'agir de favoriser les capacités de communiquer, d'exprimer les angoisses, les peurs, les rêves et les défis à l'aide du théâtre comme outil pour renforcer leur reconnaissance et améliorer leur image sociale. Dans ces pratiques, les intervenants présentent le public visé en tant qu'acteurs et protagonistes de leurs interventions, dans l'optique de responsabiliser la personne, de la faire participer au processus d'amélioration ou de récupération de leur qualité de vie à partir d'une logique biographique.

Implication sociale

Il peut également s'agir de favoriser l'implication sociale des personnes visées par l'intervention, soit dans une logique de défense des droits, soit dans une logique d'exercice de la citoyenneté. À Montréal, certains itinérants seniors sont invités à témoigner de leurs conditions de vie lors de manifestations publiques. À Barcelone, des associations d'immigrants sans papier favorisent leur participation à des manifestations publiques en tant que stratégie de mise en visibilité, mais aussi en tant que stratégie pour se rapprocher des citoyens qui sont

également des travailleurs précaires. Il s'agit de réduire la distance entre les uns et les autres, ou de chercher des éléments qui peuvent les unir dans le but d'éveiller une conscience de classe sociale, et non pas de souligner la différence ethnoculturelle. Cette logique d'implication sociale se retrouve également dans certains projets concernant les jeunes à risque de décrochage scolaire à Amsterdam.

Motivation

Ces trois premières logiques en masquent une quatrième qui promeut le travail sur la motivation et met l'accent sur la mise en mouvement et le fait de se fixer un but. Pour « s'en sortir », le développement ou la mise au jour des capacités ne suffit pas toujours, il faut être « motivé ». C'est une condition posée à l'entrée de bon nombre de programmes d'insertion (par exemple, profes-



Ellen vanhoutte, 2007. Certains droits réservés

sionnelle) dans les trois pays observés. Dans un contexte de forte pénurie d'emploi, les programmes d'insertion sont bien souvent réservés aux « plus motivés ». Il ne faut pas en déduire que les publics visés sont apathiques, mais plutôt souligner le fait que les obstacles qui parsèment le parcours de l'insertion sont nombreux et que certaines personnes vulnérables peuvent se trouver désarmées, bien qu'étant très « motivées » au départ. Des jeunes nous ont dit avoir envie de faire quelque chose de grand, mais ne pas croire que ce soit possible. Travailler la motivation est alors un exercice de longue haleine car les risques de décro-

chage sont forts, y compris en cours de projet, surtout parmi les personnes isolées. À ce stade, les intervenants peuvent avoir à relancer la motivation et reprendre le travail sur la confiance en

soi. Cela implique bien sûr de pouvoir suivre le public visé dans la durée, ce qui est prévu dans presque tous les cas à Montréal et ce qui arrive de fait à Amsterdam. À Barcelone, la question de la motivation est également importante, notamment dans les entretiens recueillis auprès des jeunes toxicomanes qui ont des liens faibles avec leur famille et ont présenté le soutien des intervenants comme un élément essentiel et nécessaire pour surmonter la peur de l'échec dans le processus de réinsertion.

Cohabitation

Une autre logique d'action vise à favoriser la cohabitation entre les publics marginalisés et d'autres usagers des espaces liés à l'intervention, qui perçoivent ce public comme une source d'irritants, à travers des activités de médiation de conflits et de sensibilisation. Il s'agit alors de travailler sur l'image qu'on donne à autrui, en partant de questions polémiques telles que la présence de seringues souil-

RETOURS



Pamhale, 2009. Certains droits réservés

lées dans l'espace public. Lors d'opérations de collectes de seringues à Montréal, des utilisateurs de drogues injectables ont l'occasion de rencontrer d'autres résidents ou d'autres usagers de l'espace public tout en se montrant sous un jour inattendu. La question de l'image est également fortement présente à Amsterdam, où les jeunes « en errance » sont fortement stigmatisés et fréquemment accusés de troubles à l'ordre public et de « nuisances ». Cette logique est également perceptible dans différentes pratiques à Barcelone : certains organismes qui travaillent avec des personnes sans-abri organisent périodiquement des rencontres avec les voisins pour aborder des situations où ils se sentent dérangés. En même temps, ces rencontres sont une occasion pour les intervenants de présenter les actions qu'ils mènent de manière pédagogique. Les interventions consistent plus en intermédiation qu'en médiation : ce sont les intervenants qui essaient de favoriser la médiation entre les habitants et les commerçants ou entre le public visé par les organismes et les autres usagers des espaces publics du quartier. Ils ne font pas

vraiment de la médiation au sens où les personnes en conflit ne vont jamais se retrouver pour parler de l'objet du conflit. Les intervenants tentent de résorber les situations de conflit entre les différentes parties impliquées et de montrer le public visé sous un jour positif et moins stigmatisé. Dans les zones urbaines qui sont engagées dans un processus de « gentrification », il est de plus en plus difficile de pratiquer l'intermédiation parce que les nouveaux voisins exercent des pressions pour obtenir le « nettoyage » social du quartier.

Risques et méfaits

Une dernière logique est celle de la prévention des risques et de la « réduction des méfaits » (au titre de la prévention secondaire et/ou tertiaire). Ces risques peuvent être de l'ordre de la maladie ou de situations de crise à Montréal et Barcelone (réduction de méfaits et réduction des risques de transmission du VIH/Sida ou d'autres maladies infectieuses). Certaines pratiques visent également à prévenir l'échec scolaire, le chômage ou la délinquance. Dans ce domaine, le risque peut aussi être l'isolement des jeunes immigrants qui n'ont pas de contacts avec le réseau social du quartier. À Amsterdam, le thème des incivilités et de l'asocialité est très présent, parfois explicitement dans les objectifs officiels de certains organismes, mais aussi dans la pratique au quotidien. La plupart des organismes employeurs des intervenants socioéducatifs inter-

rogés sont engagés dans des partenariats avec divers acteurs locaux tels que la police et la municipalité. Selon ces contrats, les intervenants de terrain sont régulièrement appelés à fournir des renseignements sur le comportement des jeunes quand celui-ci est jugé problématique. Évidemment, cela peut remettre en cause la construction d'une relation de confiance entre les intervenants et les jeunes. La logique de la prévention des risques et les autres logiques à l'œuvre dans les pratiques observées (accès à des services, développement de capacités) peuvent alors être vues comme antagonistes.

Convergences

Ce dernier point permet d'aborder la question de la convergence entre les logiques d'action présentées dans les différents organismes impliqués dans la recherche et les logiques d'action qui découlent de l'analyse du discours des intervenants. Cette convergence est en général forte mais à relativiser sur quelques points. La question des incivilités en est un contre-exemple particulièrement évident à Amsterdam. La plupart des intervenants s'estiment gênés dans l'accomplissement de l'axe principal de leur mission (la construction d'une relation de confiance avec les jeunes marginaux devant déboucher sur le raccrochage dans un parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle) en raison de l'injonction des institutions à fournir des informations sur les jeunes à laquelle ils se doivent de déroger sous peine de compromettre la relation construite avec les jeunes. De la même manière, certains intervenants qui travaillent auprès des jeunes en errance ou auprès de personnes toxicomanes à Barcelone nous ont fait part de leur préoccupation face à l'émergence d'une tendance à transformer l'approche socioéducative en une approche sécuritaire et de contrôle. L'inter-

vention dans l'espace public est un enjeu majeur pour les pouvoirs publics qui financent ces organismes. Par ailleurs, la logique d'accompagnement face à des difficultés personnelles ne fait pas toujours partie des objectifs officiels de l'intervention mais s'avère un passage obligé dans bien des cas.

Ces logiques concourent plus ou moins directement à l'inclusion de personnes en situation de marginalité selon des interprétations de l'inclusion et de la marge qui peuvent varier d'un champ de pratiques à un autre. Il peut s'agir de concevoir l'inclusion au sens vertical ou au sens horizontal, au sens politique ou au sens économique. Ainsi, l'ensemble de ces pratiques sont avant tout des pratiques de « mise en relation » sans qu'elles se réduisent à cela. Au-delà,

« certains intervenants qui travaillent auprès des jeunes en errance ou auprès de personnes toxicomanes à Barcelone nous ont fait part de leur préoccupation face à l'émergence d'une tendance à transformer l'approche socioéducative en une approche sécuritaire et de contrôle. »

RETOURS

elles contribuent à offrir aux personnes des occasions de réfléchir sur leur place dans la société et à les outiller pour y accéder ou la forger quand celle-ci est peu évidente. Plus ou moins explicitement, les pratiques observées s'inscrivent dans le sillage de l'éducation populaire dans le sens où il s'agit de pratiques de nature éducative « qui ne se limitent pas à 'l'instruction des masses' et à la 'vulgarisation des connaissances', mais englobent tous les efforts qui tendent à rendre au peuple une âme, une conscience et le sens de ses responsabilités, et à lui donner les moyens de s'exprimer et de s'extérioriser. »³

Notes

1. Rappelons que les deux autres objectifs de cette recherche étaient d'analyser les modalités d'interven-

tion de ces pratiques (en quoi ces pratiques représentent-elles sur des savoirs et des savoir-faire professionnalisés) et enfin, de comprendre comment ces pratiques sont perçues par les publics visés. Ces objectifs ont été présentés dans le vol. 1, no. 3 de la *Revue du CREMIS*, pp. 29-33.

2. Notre recherche a été financée par un organisme étatique français, le Plan Urbanisme Construction Architecture, lié au Ministère de l'Environnement, du Développement et de l'Aménagement Durables. En plus des trois auteurs de cet article, l'équipe de recherche comprenait deux autres chercheurs : Jan Willem Duyvendak et Marc Hoijtink (Université d'Amsterdam).

3. Cette définition est celle du Répertoire national de l'éducation populaire au Canada français (1956).



Les médias du CREMIS

Enquêter sur la diversité

Le cas du commissaire Bobkowski

Conférence par
Barbara Thériault
Département de Sociologie, UdeM

Mardi le 7 décembre 2010
12h à 13h30
CREMIS
1250, rue Sanguinet, salle 451
www.cremis.ca

Cludia Bar, 2006. Certains droits réservés

Respect et confidentialité

PRATIQUES

En 1994, à Montréal, des organismes communautaires effectuent des démarches auprès de la Direction de la santé publique (DSP) pour documenter les comportements des jeunes de la rue en lien avec les maladies infectieuses, dans un contexte où le VIH faisait son apparition, mais demeurait alors une maladie relativement peu connue. En 1995, l'unité des maladies infectieuses de la DSP débute une étude portant sur les pratiques sexuelles et l'utilisation des drogues injectables sur une cohorte de jeunes de la rue âgés de 14 à 25 ans. Recrutés sur une base volontaire dans des organismes communautaires, les participants ont été rencontrés tous les 6 mois jusqu'en août 1998 afin de répondre à un questionnaire explorant différents aspects de leur vie en matière de comportements sexuels, de réinsertion, de mobilité résidentielle ou encore, de consommation. Sur un total de 517 participants, âgés en moyenne de 20 ans et majoritairement masculins, 39% ont rapporté s'être déjà injecté des drogues et 1,4% étaient atteints du VIH (Direction de la santé publique, 1998). Durant la même période, les taux d'injection de drogue étaient plus bas dans d'autres villes du Canada : 9% à Toronto et 6% à Vancouver.

En se penchant sur les données du Bureau du Coroner, les chercheurs ont fait une découverte frappante : parmi les jeunes rencontrés entre 1995 et 1998, 13 étaient décédés, dont 4 par suicide, 3 par *overdose* et 6 autres de circons-



AsnBashl, 2010. Certains droits réservés (cc)

tances imputables à leur mode de vie à la rue. Ces chiffres correspondent à un taux de mortalité des jeunes de la rue de Montréal estimé à 13 fois supérieur à celui de l'ensemble des jeunes québécois du même âge. La publication de ces résultats en 1998 a produit un choc et fut suivie d'une prise de conscience de la part des pouvoirs publics quant à la nécessité d'agir de manière différente auprès de cette catégorie de la population, dont les conditions de santé étaient sévèrement dégradées par la vie à la rue. Cette enquête a également permis de saisir la difficulté de rejoindre ces jeunes, de maintenir le contact avec eux lors des suivis et a ainsi incité des intervenants et des gestion-

Nancy Haley

Médecin

Guylaine Cyr

Infirmière

Jean Fiorito

Travailleur social

Clinique des jeunes
de la rue
CAU-CSSS Jeanne-Mance

Propos recueillis par
Baptiste Godrie
Revue du CREMIS

PRATIQUES

naires à engager une réflexion sur les pratiques à développer pour leur offrir les services les plus adaptés.

Un lieu destiné aux jeunes

Le Dr Denis Roy, directeur de la Santé publique par intérim, est chargé d'organiser un comité de réflexion sur les services à mettre en place pour améliorer la santé de ces jeunes. Formé en 1998, ce comité réunit des interlocuteurs de tous les horizons concernés par le bien-être des jeunes, dont des psychiatres, des médecins, des jeunes de la rue et des intervenants des ressources communautaires et du secteur public. À l'issue d'un travail en commission, neuf recommandations ont été formulées dans le document intitulé : *Le défi de l'accès pour les jeunes de la rue* (Direction de la santé publique, 1998). Celles-ci concernent, entre autres, la nécessité d'augmenter le financement des organismes communautaires, de consolider le

travail de rue et de mettre sur pied « en collaboration avec les partenaires concernés, une équipe d'intervention dédiée dont la mission sera de rendre accessibles aux jeunes de la rue les services globaux dont ils ont besoin » (Direction de la santé publique, 1998 : 29).

L'idée de créer une équipe dédiée aux jeunes de la rue fut également renforcée par un projet pilote de vaccination contre l'hépatite B, mis en œuvre par la Santé publique en collaboration avec des organismes intervenant auprès des jeunes de la rue (Haley et al., 2000). Cette campagne a permis de vacciner 1300 jeunes de la rue entre 1997 et 1999, de cerner leurs besoins spécifiques en matière de santé et de montrer qu'il était possible de les rejoindre en adoptant des approches non conventionnelles.

Suite aux constats de recherche sur les conditions de santé des jeunes de la rue et guidée



Kalandrakas, 2007. Certains droits réservés ©

par le souci de bâtir un lieu pour ces jeunes, l'Équipe voit le jour au CLSC des Faubourgs en 2000. Ce dernier est considéré comme un lieu de pratiques innovatrices et l'expérience de l'Équipe itinérante, acquise auprès d'un public marginalisé, a d'ailleurs profité à l'Équipe des jeunes de la rue. L'Équipe s'est également inspirée d'autres équipes qui fonctionnent en *outreach* (notamment aux États-Unis et au Québec).

L'Équipe des jeunes de la rue veut construire un lieu destiné aux jeunes qui sont particulièrement sujets à une dégradation de leur état de santé en raison de leurs conditions de vie, des discriminations qu'ils rencontrent et du manque de services disponibles. Ils n'ont pas accès à certains services courants essentiels à leur bien-être.

Comment établir une relation de confiance avec des jeunes de la rue en situation de rupture avec certaines institutions ? Comment leur offrir des services sociaux et de santé, sachant qu'ils sont refusés par la plupart des services courants en raison de leur apparence, ou qu'ils se présentent sans carte d'assurance maladie ? De quelle façon dépasser l'offre traditionnelle de services au sein du réseau de la santé pour rejoindre ces jeunes ?

Contacts

À ses débuts, l'Équipe en place — composée d'une infirmière et d'un médecin — a investi son temps dans la création de liens avec les jeunes, au travers de contacts avec les organismes communautaires qui leur proposaient des services. Les objectifs de l'Équipe étaient de se faire connaître dans le milieu afin d'établir un climat de confiance et de se voir référer des jeunes. Peu après, d'autres infirmières et une psychologue sont venues grossir les rangs de l'Équipe et renforcer l'aspect multidisciplinaire, contribuant à établir un « pont » entre le milieu communautaire et le milieu institutionnel.

Les membres de l'Équipe se sont appuyés sur l'expérience d'intervention des travailleurs de rue en contact direct avec les jeunes de la rue depuis les années 1980 et confrontés à des

publics atteints du VIH ou d'hépatites. Ces liens ont permis d'établir des contacts avec des jeunes qui ne voulaient pas se présenter dans les CLSC. Ils ont permis aux travailleurs de rue de se former grâce aux ateliers organisés par l'Équipe sur la prévention du suicide, le VIH et les maladies infectieuses, la santé mentale et la gestion de la violence.

La présence de médecins au sein de l'Équipe, avec des expériences et des spécialités variées, a également facilité la création de liens avec les milieux hospitaliers et communautaires, afin d'améliorer l'accessibilité et la qualité des services destinés aux jeunes de la rue. Les contacts noués par un médecin urgentiste de l'Équipe ont, par exemple, facilité les démarches des jeunes référés aux urgences de l'Hôpital St-Luc, en permettant de préparer leur venue et de réduire les situations où ils se sentent jugés.

Porte d'entrée

Le travail d'intervention de l'Équipe repose sur la conviction que, pour nouer un contact avec les jeunes, il faut les rejoindre là où ils se trouvent : dans la rue et les ressources qui leur sont adressées. Cette volonté s'est traduite par la mise en place de cliniques médicales et sociales dans les organismes communautaires. Les infirmières de l'Équipe passaient initialement 50% de leur temps dans les ressources. Ajouté à la confiance des médecins du CLSC des Faubourgs dans leur jugement, ceci a contribué à leur donner une grande latitude dans leurs interventions et à étendre leur champ de compétences à des actes tels que la vaccination, le dépistage d'infections transmises sexuellement et par le sang (ITSS) et les examens gynécologiques. Ce faisant, l'Équipe a contribué à mettre en place des services flexibles fondés sur les besoins des jeunes et à réduire les barrières traditionnellement rencontrées par ces derniers dans l'accès aux services courants.

Au CLSC, l'Équipe a opté pour un accueil sans rendez-vous en après-midi et a réservé la soirée pour le travail d'*outreach*. Par la suite, à la demande de jeunes de pouvoir rencontrer des

« Comment établir une relation de confiance avec des jeunes de la rue en situation de rupture avec certaines institutions ? [...] De quelle façon dépasser l'offre traditionnelle de services au sein du réseau de la santé pour rejoindre ces jeunes ? »

PRATIQUES

« Leur santé physique constitue souvent une porte d'entrée pour enclencher des démarches d'intégration et bâtir des projets de vie conjointement avec eux. »

intervenants le matin lorsqu'il fait froid, qu'ils n'ont pas consommé et que certaines ressources sont fermées, l'Équipe a mis sur pied les rendez-vous en avant-midi. La santé des jeunes est mise de l'avant et les formalités administratives sont reléguées à l'arrière-plan. Les jeunes sont impliqués par les intervenants dans l'organisation de certaines activités et leurs talents sont mis à profit, par exemple, dans la réalisation d'affiches pour des campagnes de sensibilisation ou de vaccination.

Peu après l'ouverture des services, l'Équipe a eu l'opportunité de faire venir des étudiants en médecine dentaire pour faire de la prévention. De fil en aiguille, grâce à l'appui de certains gestionnaires et la volonté des intervenants, le Dr. Denis Ruel a établi une clinique dentaire pour les jeunes de la rue. Leur santé physique constitue souvent une porte d'entrée pour enclencher des démarches d'intégration et bâtir des projets de vie conjointement avec eux. Il n'est pas rare de voir des jeunes qui ont reçu des soins dentaires franchir les portes des locaux de l'Équipe et venir discuter de leur problème de logement ou de leur souhait de réaliser une activité artistique.

Soixante-quinze pourcent des jeunes rencontrés par l'Équipe sont passés par les centres jeunesse. Beaucoup sont dans une situation d'échec scolaire et manifestent une méfiance généralisée à l'égard des institutions. L'Équipe fait face à de nombreux cas de fugue des centres jeunesse, notamment de la part de filles qui se retrouvent sans contraception ni vaccination et qui redoutent qu'on appelle leurs parents ou la Direction de la protection de la jeunesse. L'accueil de ces jeunes, souvent stigmatisés dans d'autres sphères de la vie (professionnelle, résidentielle et dans le réseau de la santé), requiert de les accepter comme tels et de nouer avec eux un lien chaleureux fondé sur le respect et la confidentialité. La capacité de l'Équipe à rejoindre ces jeunes repose sur la qualité du travail de la réceptionniste qui établit un lien de confiance lors des premiers contacts et saisit rapidement la nature de leurs besoins. Ajouté au travail de terrain des intervenants, l'accueil constitue en quelque sorte la partie sous-terrain et invisible

du travail de l'Équipe, qui tente de préserver des liens durables avec les jeunes.

Au cours de ses dix ans d'existence, l'Équipe a traversé différentes périodes et été le témoin de changements dans le profil des jeunes qui viennent consulter. Les profils toxicomanes, prédominants au début, ont cédé la place à davantage de personnes avec des problèmes de santé mentale, ce qui a, entre autres, conduit à établir des liens avec le Centre Doldor-Cormier. Mieux connue dans le milieu, la partie consacrée à l'*outreach* a baissé avec le temps. L'Équipe a également surmonté les craintes de déstabilisation de son travail en raison du taux important de roulement des intervenants et des fusions dans le réseau de la santé et des services sociaux. Elle a conservé sa vocation et demeure un lieu au service des jeunes de la rue. En établissant une approche novatrice d'intervention, elle contribue à la promotion du bien-être des jeunes qui vivent en marge des institutions.

L'expérience de l'Équipe souligne la nécessité pour le réseau de se transformer au contact de populations particulièrement discriminées et dont bien des besoins en matière de santé et des services sociaux ne sont pas comblés. Par son travail, elle a contribué à faire accepter l'idée qu'il est nécessaire d'agir sur les besoins des jeunes tels qu'exprimés par eux.

Direction de la santé publique (1998). Le « Défi de l'accès » pour les jeunes de la rue. Avis du directeur de la santé publique sur la mortalité chez les jeunes de la rue à Montréal, Montréal, Régie régionale de la santé et des services sociaux, décembre.

Haley N., Bélanger L., Roy, É., Plante M.-E. et A.-L. Crago (2000). *Projet de vaccination contre l'hépatite B chez les jeunes de la rue de Montréal*, Rapport final, Montréal, Direction de la santé publique.

**Invitation au
10^{ième} anniversaire de
l'Équipe des jeunes de la rue
du CSSS Jeanne-Mance
le 12 novembre 2010**

**De l'errance à la
citoyenneté**

de 12h à 17h

Nancy Haley :
Les origines de l'équipe
L'équipe des infirmiers(ères) :
Intervention de proximité
Élise Roy :
*Trajectoire de vie et héberge-
ment des jeunes*
Sophie Gilbert :
*Parentalité chez les jeunes
de la rue*

Soirée festive

dès 17h

Buffet servi sur place
Expositions (peinture, vitraux,
photos)
Film documentaire
Slam, Hip-hop, musique :
Mathieu Bastarache et son
groupe, les jeunes de chez Pop's

Centre communautaire Sainte-Brigide
1155, rue Alexandre de Sève

Casse-tête

HORIZONS

Marc-André Ménard

Pair - Agent de recherche
CREMIS et
Projet Chez-soi



Ivan Zuber, 2010. Certains droits réservés ©

Quelles sont les implications sociales et économiques d'avoir, littéralement, une sous-population de « prisonniers politiques de la pauvreté et de l'exclusion » au sein de notre société dite démocratique, progressiste, libérale et égalitaire ?

Je dis bien « prisonniers », parce que pour la majorité d'entre eux, sans des conditions socio-économiques de vie plus favorables et une aide adéquate (par exemple, l'accès à un logement abordable et salubre, des conditions d'embauche et de travail équitables), il est presque impossible de se « sortir » de l'exclusion sociale, qu'ils y soient tombés à un moment de leur vie ou qu'ils y soient nés. Sans parler des facteurs aggravant les conditions de vie comme le profilage racial et social que certains subissent.

Pour plusieurs, la possibilité de ne jamais intégrer ou réintégrer la matrice socioéconomique est réelle. Ils n'osent même pas penser à leur avenir et ne font que survivre, jusqu'à ce qu'ils meurent ou, au mieux, qu'ils soient pris en charge par l'État via l'emprisonnement ou l'hospitalisation. En moyenne, chaque année, en dix ans d'itinérance (qui est une forme avancée d'exclusion sociale), j'ai vu deux personnes de mon entourage immédiat mourir dans la rue. Sans compter celles qui ont été incarcérées ou hospitalisées à répétition pour nulle autre raison que les conséquences directes ou indirectes de leur pauvreté qui, en fait, découle de leur exclusion sociale.

Pots cassés

Quelles sont les causes de ce phénomène so-

cial qu'est l'exclusion et pour qui cela peut-il avoir des conséquences ? En quoi la société et ses membres peuvent-ils bénéficier de l'inclusion de toutes ses parties constituantes ? Plus particulièrement, quels sont les coûts sociaux et économiques de cette exclusion pour l'État ?

Dans le cas de décès prématurés ou de problèmes de santé causés par les conséquences directes ou indirectes de l'exclusion sociale, nous pouvons parler d'une perte en capital social et de conséquences morales pour la société. Dans le cas de la prise en charge des individus par l'État, qui est aussi une conséquence directe ou indirecte de l'exclusion sociale, nous pouvons parler d'un fardeau important pour les finances publiques. Plusieurs pourraient facilement passer du stade de « parasite économique » à celui de contribuable si nous leur faisions tout simplement un peu de place sur la scène économique. Les mêmes infrastructures qui visent à combattre l'exclusion socioéconomique au sein de notre société empêchent plusieurs personnes qui le veulent d'apporter une contribution sociale. Le système d'aide sociale ainsi que la structure économique basée sur un capitalisme de performance, de compétition et d'exploitation irresponsable devraient être repensés de fond en comble. Des entreprises s'installent dans une région, exploitent les ressources, empochent les profits et s'en retournent, laissant à la finance publique le soin de ramasser les pots cassés.

Ces facteurs contribuent à créer une économie du marché du travail déséquilibrée. On peut, par exemple, observer des gens occupant trois emplois, tandis que d'autres en demeurent systématiquement exclus. Il y a aussi des gens qui aimeraient travailler à temps partiel, mais qui se voient dans l'obligation de rester à l'aide sociale pour diverses raisons. Ces gens ne sont

pas des « bougons », comme la culture capitaliste élitiste dominante aimerait le faire croire. C'est le déséquilibre du marché du travail et l'inefficacité du système d'aide sociale qui sont à blâmer. Les emplois sont précaires et temporaires tandis que le système d'aide sociale est totalitaire : soit vous travaillez, soit vous êtes sur l'assistance sociale. Cela force bien des gens à rester sur l'aide sociale malgré eux.

Bien sûr, un système d'aide sociale plus efficace coûterait plus cher à court terme, mais l'investissement initial nous reviendrait en termes de baisse des coûts reliés aux soins de santé et de services sociaux. Une société plus inclusive et égalitaire aurait un taux de criminalité moins élevé et une population en meilleure santé psychique et physique, réduisant ainsi les frais énormes que ces problèmes peuvent engendrer. Une étude pancanadienne a révélé que chaque dollar investi dans la petite enfance, que ce soit en termes d'éducation parentale ou de programmes sociaux — par exemple, le programme O.L.O (programme qui fournit gratuitement des œufs, du lait, du jus d'oranges ainsi que des suppléments minéralo-vitaminiques aux femmes enceintes qui vivent avec un faible revenu) — ferait économiser sept dollars à l'État en frais de services sociaux prodigués au fil du parcours de vie d'un individu.

« En moyenne, chaque année, en dix ans d'itinérance (qui est une forme avancée d'exclusion sociale), j'ai vu deux personnes de mon entourage immédiat mourir dans la rue. »

« Leur marginalisation n'est que le symptôme de la stigmatisation engendrée par le manque d'une place fondamentale pour eux au sein de la matrice socioéconomique. »

Amalgame

Dans le combat contre l'exclusion sociale, deux aspects sont à considérer si nous voulons réussir à réduire l'ampleur de ce phénomène au sein de notre société. Premièrement, nous devons créer un système d'aide sociale plus efficace dans la réalisation de son mandat, mandat qui devrait être d'aider les individus à réintégrer la matrice socioéconomique si elles en ont malencontreusement été exclues à un moment donné. Deuxièmement, nous devons travailler à créer des conditions de vie qui ne produisent pas, systématiquement, autant d'exclusion sociale. À quoi bon « sortir » de l'exclusion cinq personnes alors que, simultanément, à cause des conditions socioéconomiques, politiques et sociales, dix autres « tombent » dans l'exclusion ?

De plus, il y a fort à parier que la culture de notre société pourrait bénéficier grandement d'une véritable intégration et interaction avec ses marginalisés. L'amalgame social et culturel pourrait contribuer à créer une société plus forte, plus stable et plus durable. N'oublions pas que ces individus se sont retrouvés en marge de la société dominante parce qu'il n'y avait pas de place pour eux au départ, tels qu'ils sont. Voici une façon de se représenter la chose : la société est comme un casse-tête complexe. Nous pouvons voir chaque membre comme une pièce individuelle de ce casse-tête. Comme nous pouvons le constater actuellement, ce casse-tête est incomplet et imparfait. Il y a apparemment des pièces en trop mais aussi, des pièces manquantes. Le modèle actuel d'intervention sociale est comme une personne qui tente d'uniformiser ce casse-tête en découpant systématiquement les pièces qui ne « font » pas et en essayant de les rentrer de force dans « l'image » que l'on peut se représenter de la société. Pourquoi ne pas mettre alors les ciseaux dans le casse-tête lui-même ?

Se regarder en face

Il serait peut-être plus productif que nos décideurs adoptent une réflexion moins ethnocentrique. La société actuelle, que ce soit au niveau politique, social, mais surtout, économi-

que, ne semble pas avoir ni la volonté, ni le courage de se regarder en face et de remettre certaines de ses valeurs et de ses modes de fonctionnement en question, entre autres, les méfaits de la mondialisation de l'économie. J'ai la profonde conviction que si nous faisons un travail collectif de réévaluation de nos valeurs, de redéfinition de notre culture (peut-être moins basée sur le libre-marché capitaliste) mais surtout, de réappropriation de notre pouvoir social, politique et démocratique, non seulement il y aurait beaucoup moins d'exclusion sociale, mais la qualité de vie des gens « intégrés » augmenterait de façon substantielle.

En effet, la dichotomie engendrée par le côtoiement quotidien des « biens nantis » (des « normaux ») avec les exclus ou les exploités est une source de malaise général dont il ne faut pas sous-estimer les conséquences négatives potentielles sur la cohésion sociale (dont la criminalité) et sur l'équilibre psychosocial individuel. Il ne s'agit peut-être pas d'éliminer complètement les inégalités sociales, mais de réduire ou de ralentir cet écart entre « bien-portants » et exclus, qui croît de manière quasi exponentielle. Ceci pourrait contribuer à éviter,

ou même reporter, un effondrement général de nos structures socioéconomiques.

Plutôt que de chercher uniquement à réduire la marginalisation et la stigmatisation qui accompagnent l'exclusion de certains par des programmes d'« apports extraordinaires » à leurs conditions de vie et d'autres campagnes publiques de sensibilisation, nous aurions beaucoup plus à gagner à trouver un moyen de changer les conditions socioéconomiques qui engendrent, directement ou indirectement, l'exclusion sociale, par exemple, en augmentant le salaire minimum.

Après avoir été mis en marge ou au rancart par leur entourage et la société, par destitution ou institutionnalisation, sous le joug de la « réhabilitation socioéconomique », ces personnes sont relancées dans une société qui ne leur fait toujours pas une place véritable et permanente. Leur marginalisation n'est que le

symptôme de la stigmatisation engendrée par le manque d'une place fondamentale pour eux au sein de la matrice socioéconomique.

Nous pouvons déployer ressources financières et programmes gouvernementaux pour les aider à ce qu'ils s'en « sortent », mais si nous continuons à leur refuser une place légitime au sein de la société, que ce soit par inadvertance culturelle ou par maladresse politique et administrative, cela ne fera qu'exacerber leur niveau de stigmatisation. En retour, cela ne fera qu'approfondir leur exclusion sociale, créant ainsi un cercle vicieux.

Nous devons passer du modèle « charitable » de protection socioéconomique à un modèle « empathique » d'inclusion sociale pour obtenir un meilleur rendement sur l'investissement des programmes d'aide sociale, d'aide à l'emploi et de réhabilitation psychosociale.



Geert Oye, 2008. Certains droits réservés ©

**Compte-rendu critique de « Clinique du lien social et
filiation chez les jeunes de la rue »
(Monast, 2009)**

LECTURES

Aude Fournier

Revue du CREMIS

L'étonnement

Face aux problèmes des jeunes, la tentation du système de médicaliser ou de « victimiser » leur souffrance sans questionner leurs trajectoires de vie est forte : « Le discours dominant actuel soutient que, soit l'individu est soumis à son destin à cause de ses gènes, soit il est responsable de ses maux dus à ses comportements déviants et à son inconduite, ou encore les deux » (Monast, 2009 : 113). Cela contribue à transformer l'adolescence en un ensemble de symptômes à prévenir, guérir ou encadrer par des protocoles d'intervention standardisés, sans prendre en compte les ruptures familiales qui ont pu marquer leurs parcours.

Au travers de ses nombreuses années d'expérience comme psychologue auprès des adolescents et des jeunes de la rue, notamment, depuis 2006, à la *Clinique des jeunes de la rue* du CSSS Jeanne-Mance, Danielle Monast a été amenée à approfondir les enjeux de filiation et de lien social. Elle constate dans sa pratique clinique la complexité, voire l'impossibilité pour les jeunes de la rue de « construire une représentation de leur origine ». Ce malaise dans la filiation se conjugue à des situations de grande pauvreté, de désaffiliation sociale, d'instabilité résidentielle, de répression policière ainsi qu'à des problèmes de santé et de toxicomanie. Les jeunes inventent plusieurs stratégies afin de résoudre ces

enjeux identitaires et supporter ces conditions de vie précaires. Alors que certains jeunes marginaux recherchent une reconnaissance de leur singularité en mettant leur créativité au service de la collectivité — dont ils contestent les autorités et les pouvoirs en place — d'autres, que l'on pourrait désigner comme des jeunes marginalisés, sont davantage fragilisés par les traumatismes vécus et recherchent des liens d'assistance auprès d'adultes significatifs. Certains



Moosebite, 2009. Certains droits réservés (cc)

jeunes occupent plutôt une position « victimisante » et exigent de la part de la société une réparation pour les violences et les injustices subies. Pour tous ces jeunes désaffiliés, la dépendance à diverses substances devient un « échafaudage de secours », une manière de tromper la douleur d'exister sans devoir passer par un tiers. Pour trop d'entre eux, le suicide, la mort, l'errance seront les seules réponses possibles à leurs problèmes.

Comment créer du lien social avec ces jeunes et construire avec eux une fiction qui les réintroduise à leur histoire et à leur filiation? Selon cette auteure, le défi que pose l'intervention auprès des jeunes de la rue ne se situe pas seulement au niveau d'une meilleure « réponse à leurs besoins », ce qui tiendrait les jeunes dans un lien d'assistance : il s'agit d'abord d'offrir des conditions favorables à la création d'un espace de parole dans lequel les jeunes peuvent s'ancrer subjectivement dans leur filiation.

« Non pas qu'il ne faille pas répondre aux besoins de ces jeunes, mais il est nécessaire de leur offrir un espace où l'on ne donne rien, rien d'autre que du temps, de l'écoute, et possiblement un sens à leur expérience pour que le temps figé du présent peu à peu se transforme, s'élabore, que le passé surgisse et ainsi relance la parole, le mouvement transformateur de la vie. » (Monast, 2009 : 110)

Les jeunes adressent une demande lorsqu'ils atteignent une limite, sont confrontés à la mort ou au « temps qui passe ». Leur demande surgit lorsqu'ils prennent conscience que leur mode de vie les « enchaîne » et que la rencontre avec leur passé devient incontournable. Lorsqu'on parvient à créer cet espace de parole, les jeunes s'ouvrent et évoquent tous une ou plusieurs ruptures vécues durant l'enfance ou le passage à l'adolescence : rupture parentale, mort d'un proche, suicide d'un amoureux, abus sexuels, abus de substances, placement par la Direction de la protection de la jeunesse ou abandon familial.

Dans la construction de cet espace, l'essentiel est de ne pas submerger les jeunes accueillis avec les demandes du système et, surtout, de « résister aux forces institutionnelles qui cherchent à évaluer ce travail en fonction des critères de normalisation sociale » (Monast, 2009 : 110). Le travail auprès des jeunes de la rue nécessite en ce sens ce que Danielle Monast nomme un « décentrement institutionnel » : « Je me suis vite aperçue que le premier temps de la rencontre avec eux était important

et déterminant. Avec ces jeunes désaffiliés, avant le transfert, il y a le contact, c'est-à-dire une présence qu'ils peuvent investir » (Monast, 2009 : 111). Son article dresse une description fine et ancrée des conditions propices au succès de ces moments de rencontre, dans lesquels la clinique se laisse modeler par les jeunes de la rue pour devenir une véritable « clinique de l'étonnement » : surpris des effets de parole, du franchissement de leur position subjective et de l'élaboration de leur désir de passer à autre chose.

Monast, D. (2009). « Clinique du lien social et filiation chez les jeunes de la rue », dans Letendre, R. et D. Marchand (dir.). *Adolescence et filiation. Les risques de devenir soi*, Québec, Presses de l'Université du Québec : 103-114.

« Comme intervenante, il s'agit d'abord d'offrir des conditions favorables à la création d'un espace de parole dans lequel les jeunes peuvent s'ancrer subjectivement dans leur filiation. »

Le travail social :
Entre éthique humaniste
et éthique du *care*

Conférence par Audrey Gonin
École de travail social, UQÀM

Mardi le 23 novembre 2010
12h à 13h30
CREMIS

1250, rue Sanguinet, salle 451
www.cremis.ca